

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7350
10 juin 1966
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES A CHYPRE

(Période du 11 mars au 10 juin 1966)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGEE DU MAINTIEN DE LA PAIX A CHYPRE	4
A. Composition et déploiement	4
B. Rôle et principes directeurs	7
C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés	8
D. Liberté de déplacement de la Force des Nations Unies	9
II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC	10
A. Situation militaire	10
1) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies	10
a) Forces armées du gouvernement	10
b) Eléments combattants chypriotes turcs	10
c) Contingents nationaux grec et turc	11
ii) Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats	12
iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension	12
B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises par la Force des Nations Unies	14
i) Défenses côtières de la Garde nationale à Larnaca et à Scala	14
ii) Tremblos	17
iii) "La ligne verte"	19
iv) Projet de route entre Trypimeni et Vitsadha	20
v) La route de Kyrenia	22

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
vi) Pileri	24
vii) Kokkina et Limnitis	24
viii) Observation du cessez-le-feu	25
C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public	28
i) Activités de la police civile de la Force	28
ii) Enquêtes sur des crimes et des conflits entre communautés .	29
iii) Explosions de bombes	31
III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE	33
A. Evaluation générale	33
B. Liberté de mouvement de la population	35
C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale ...	39
D. Mesures d'aide aux réfugiés et aux autres personnes en détresse .	43
E. Normalisation des services publics	46
F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice	52
IV. BONS OFFICES DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL A CHYPRE ..	54
V. L'EFFORT DE MEDIATION	56
VI. ASPECTS FINANCIERS	57
VII. OBSERVATIONS	59

CARTE - DEPLOIEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES EN JUIN 1966

INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'Opération des Nations Unies à Chypre expose les faits nouveaux survenus entre le 11 mars et le 10 juin 1966 et met à jour le compte rendu de l'activité menée par l'Organisation des Nations Unies dans l'île conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini par sa résolution du 4 mars 1964 et ses résolutions ultérieures relatives à Chypre.
2. Au cours de la période considérée, la situation militaire est demeurée stable, bien que le nombre des fusillades ait augmenté et que la tension se soit accrue dans les zones d'affrontement.

I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX À CHYPRE

A. Composition et déploiement

3. Vers la fin de la période sur laquelle portait mon dernier rapport, les effectifs de la Force des Nations Unies à Chypre se composaient de 4 853 militaires et 173 membres de la police civile (S/7191, par. 3). Le 7 juin 1966, la Force avait la composition suivante :

<u>Militaires</u>			<u>Total</u>
Autriche	- Hôpital de campagne		52
Canada	- QG de la Force et police militaire	65	
	- Bataillon et escadron de reconnaissance ..	819	
	- Contingent du QG et groupe adminis- tratif	<u>108</u>	992
Danemark	- QG de la Force et police militaire	28	
	- Bataillon	<u>631</u>	659
Finlande	- QG de la Force et police militaire	23	
	- Bataillon	<u>629</u>	652
Irlande	- QG de la Force et police militaire	17	
	- Bataillon	<u>505</u>	522
Royaume-Uni	- QG de la Force et police militaire	154	
	- Bataillon et escadron de reconnaissance ..	674	
	- Groupe d'appui aérien (avions légers et hélicoptères)	56	
	- Groupes d'appui logistique de la Force ...	<u>169</u>	1 053
Suède	- QG de la Force et police militaire	19	
	- Bataillon	<u>738</u>	<u>757</u>
	<u>Total</u>		4 687

<u>Police civile</u>		<u>Total</u>
Australie	40	
Autriche	34	
Danemark	40	
Nouvelle-Zélande	20	
Suède	40	
<u>Total</u>		174
EFFECTIF TOTAL DE LA FORCE ...		4 861

4. Les changements suivants sont survenus au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport :

Relèves

a) Canada : Un mouvement de troupes effectué entre les 3 et 9 avril 1966 a porté sur 820 hommes (personnel de tous grades). Le deuxième bataillon des Royal Highlanders of Canada a relevé le deuxième bataillon des Canadian Guards. L'effectif actuel du contingent canadien est de 992 hommes.

b) Danemark : Un mouvement de troupes effectué entre les 10 et 18 mai 1966 a porté sur 471 hommes (personnel de tous grades). L'effectif actuel du contingent danois est de 659 hommes.

c) Finlande : Un mouvement de troupes effectué entre les 27 mars et 2 avril 1966 a porté sur 518 hommes (personnel de tous grades). L'effectif actuel du contingent finlandais est de 652 hommes.

d) Irlande : Un mouvement de troupes effectué entre les 3 et 16 avril 1966 a porté sur 513 hommes (personnel de tous grades). L'effectif actuel du contingent irlandais est de 523 hommes.

e) Royaume-Uni : Un mouvement de troupes effectué entre les 13 et 23 avril 1966 a porté sur 530 hommes (personnel de tous grades). Le Royal Welsh Fusiliers a relevé le Royal Highland Fusiliers. L'effectif actuel du contingent du Royaume-Uni est de 1 053 hommes.

f) Suède : Un mouvement de troupes effectué entre les 6 et 26 avril 1966 a porté sur 658 hommes (personnel de tous grades). L'effectif actuel du contingent suédois est de 757 hommes.

5. La Force est déployée comme suit (voir la carte jointe au présent rapport) :

QG DE LA FORCE (international) y compris le QG de la police civile

District de Nicosie-Ouest

Contingent danois
Police civile danoise
Police civile autrichienne

District de Nicosie-Est

Contingent finlandais
Police civile autrichienne

Zone de Famagouste

Contingent suédois
Police civile suédoise

Zone de Limassol

Contingent britannique
Police civile néo-zélandaise
Police civile australienne

District de Lefka

Contingent irlandais
Police civile australienne

District de Kyrenia

Contingent canadien
Police civile danoise

6. Pendant la période considérée, il a fallu redéployer certains éléments de la Force en raison a) du retrait du cinquième groupe d'infanterie irlandais, b) de l'arrivée ultérieure du sixième groupe d'infanterie irlandais après un bref intervalle, c) des changements survenus dans les effectifs des divers contingents. Les mouvements de troupes ont été effectués sans difficultés et l'efficacité opérationnelle de la Force n'en a pas été diminuée. Cela témoigne de la flexibilité et de la qualité de l'entraînement des contingents en question, ainsi que de l'efficacité du contrôle exercé par le Quartier général de la Force.

7. La Force a été placée sous les ordres de son nouveau Commandant, le général de division I. A. E. Martola, à compter du 16 mai 1966. M. C. A. Bernardes continue d'être mon représentant spécial à Chypre.

8. Je tiens à cette occasion à répéter ce que j'ai dit lors de la nomination du nouveau Commandant de la Force à propos des services éminents que le général de brigade A. J. Wilson a rendus à la Force pendant les quatre mois et demi où il a assuré le commandement par intérim. Au cours de cette période il a fait preuve des qualités de commandement et de diplomatie les plus hautes et il a poursuivi d'une manière exemplaire la tâche de ses distingués prédécesseurs.

B. Rôle et principes directeurs

9. Le rôle de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, tel qu'il a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution du 4 mars 1964, est le suivant :

"dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale".

Le Conseil a réaffirmé cette résolution dans ses résolutions des 13 mars, 20 juin, 9 août, 25 septembre et 18 décembre 1964 et des 19 mars, 15 juin, 10 août et 17 décembre 1965, ainsi que dans sa résolution du 16 mars 1966.

10. Les principes directeurs qui régissent l'activité de la Force et qui ont été exposés dans le rapport du 10 décembre 1964 (S/5950, par. 7) demeurent en vigueur. En ce qui concerne la police civile, ses fonctions sont exposées dans mes rapports du 2 mai 1964 (S/5679, par. 4), du 11 mars 1965 (S/6228, par. 112 et 113), du 10 décembre 1965 (S/7001, par. 91), du 10 mars 1966 (S/7191, par. 78), ainsi que dans le présent rapport (voir plus loin, par. 73).

11. Le Comité de liaison politique a continué à se réunir régulièrement pour examiner les problèmes que soulève l'exécution du mandat, et les questions que posent les relations entre le gouvernement et la communauté chypriote turque. Le chef d'état-major adjoint, le conseiller politique et le conseiller juridique principaux de la Force et le conseiller de la police ont continué de rencontrer séparément à ce comité des chargés de liaison représentant respectivement le

gouvernement et les Chypriotes turcs. Entre le 11 mars et le 10 juin 1966, le Comité a tenu 21 réunions, dont 11 avec le chargé de liaison politique du gouvernement et 12 avec le chargé de liaison politique chypriote turc.

Pertes en hommes, discipline

12. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, la Force n'a eu à déplorer aucune perte du fait de combats entre des membres des deux communautés. Un officier a été tué dans un accident d'hélicoptère, un homme est décédé pour des causes indéterminées, et huit hommes ont été grièvement blessés dans des accidents.

13. Les officiers et soldats de la Force des Nations Unies à Chypre ont continué de faire preuve d'une discipline, d'une compréhension et d'un comportement digne de tous éloges et qui sont grandement à l'honneur tant des commandants et des états-majors des contingents que des forces armées des pays qui fournissent ces contingents à la Force.

C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés

14. La Force est demeurée en liaison étroite, à tous les échelons, avec le Gouvernement chypriote et les dirigeants de la communauté chypriote turque.

15. La négociation, les bons offices et la médiation continuent d'être les méthodes normalement employées pour empêcher l'un ou l'autre camp de prendre des initiatives de nature à compromettre sérieusement la paix et la tranquillité dans l'île. Dans certains cas, cependant, des mesures ont été prises sans consulter la Force ou sans tenir compte de ses conseils, notamment à proximité de Larnaca et à Pileri (voir par. 42 et 71 ci-après).

D. Liberté de déplacement de la Force des Nations Unies

16. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, il s'est produit six incidents au cours desquels la liberté de déplacement d'éléments de la Force a été entravée. Ces incidents ont tous résulté d'instructions inadéquates données au personnel subalterne; ils n'étaient pas la conséquence de décisions prises soit par le Gouvernement de Chypre, soit par les dirigeants de la communauté chypriote turque. Dans un cas, la garde nationale a empêché le Commandant de la Force d'inspecter la mosquée Hala Sultan Tekke située au sud de Larnaca. Le gouvernement a exprimé ses regrets de l'incident et déclaré que les sentinelles avaient agi de leur propre chef.

II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC

A. Situation militaire

i) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies

a) Forces armées du gouvernement

17. Pendant la période considérée, il n'y a pas eu de changement appréciable dans l'effectif normal de la Garde nationale, qui se compose encore essentiellement des éléments incorporés des classes 1940, 1941, 1946 et 1947. Aucune date d'incorporation n'a encore été annoncée pour la classe 1948, que le Conseil des ministres avait décidé en janvier d'appeler sous les drapeaux (S/7191, par. 20-22).

18. L'instruction et l'entraînement, y compris les exercices de tir avec des armes lourdes, semblent suivre le cours normal du programme général d'entraînement. La Force des Nations Unies n'a pas constaté de grandes manoeuvres de combat ni d'activités importantes pendant la période considérée dans le présent rapport; toutefois, la Garde nationale a poursuivi sans relâche les travaux de renforcement des défenses côtières, dont certaines sont situées dans les zones névralgiques (S/7191, par. 26). Pour autant que la Force des Nations Unies le sache, aucun matériel militaire n'est arrivé dans l'île ces derniers mois, sauf des stocks d'entretien pour divers matériels.

19. Bien que la question du commandement suprême de la Garde nationale soit depuis longtemps l'objet d'une querelle sur le plan politique, aucun changement ne s'est produit dans la structure de ce commandement pendant la période considérée.

La Force n'a pas de renseignements précis sur le nombre d'officiers grecs et d'autres éléments militaires venus de Grèce qui, comme cela a été reconnu dans des déclarations officielles relatives à la structure du commandement faites depuis le dernier rapport, sont intégrés dans la Garde nationale (S/7191, par. 24).

b) Eléments combattants chypriotes turcs

20. On n'a constaté aucun changement appréciable dans les diverses organisations de combattants chypriotes turcs au cours des trois derniers mois, ni de modification sensible dans leur moral. Il y a eu quelques appels de jeunes gens, en nombres limités, spécialement dans les zones où l'organisation locale de combat est en état d'alerte permanente. En dehors de l'entraînement, généralement sous forme

d'exercices de routine quotidiens, les éléments combattants dans toutes les zones d'affrontement sont occupés principalement à monter la garde et à entretenir les positions existantes.

21. La Force des Nations Unies ne possède pas de chiffres précis sur l'effectif total des éléments combattants chypriotes turcs (E/7191, par. 34). Toutefois, comme la situation actuelle est relativement calme, une partie seulement de la capacité de combat des éléments combattants chypriotes turcs est utilisée et la Force des Nations Unies évalue les effectifs en service actif à environ 5 000 hommes.

22. L'habillement et l'équipement des combattants se sont encore améliorés. Alors qu'auparavant ils portaient parfois des vêtements civils en service commandé, ils sont aujourd'hui en uniforme. Pour autant que la Force le sache, les Chypriotes turcs n'ont pas reçu de matériel militaire de l'extérieur pendant la période considérée.

c) Contingents nationaux grec et turc

23. L'effectif total et les emplacements des deux contingents nationaux ne se sont apparemment pas modifiés au cours de la période considérée.

24. Comme je l'avais indiqué dans mon dernier rapport, la Force a été informée au mois de février que la Turquie se proposait de remplacer une partie de son contingent à Chypre vers la fin mars 1966. La Force a également été priée, comme auparavant, d'user de ses bons offices et de prêter ses moyens matériels pour faciliter l'opération (S/7191, par. 39). Le Gouvernement chypriote, tout en maintenant sa position concernant le Traité d'alliance, ne s'est pas opposé à cette relève, mais a élevé des objections au sujet de certains articles et de certaines quantités indiqués sur la liste des stocks et des munitions que le nouveau contingent devait amener. La plupart de ces difficultés ont pu être résolues par des négociations conduites avec l'aide de la Force des Nations Unies, et la relève s'est effectuée sans incident par le port de Famagouste, le 29 mars 1966. Le contingent sortant et le contingent nouveau avaient le même effectif, à savoir 40 officiers et 310 militaires d'autres rangs.

25. Un changement important par rapport aux relèves précédentes a été la décision du Gouvernement turc de renvoyer les articles contestés par le navire qui repartait. Ainsi, la Force des Nations Unies n'a pas eu à intervenir dans d'autres négociations après l'achèvement de la relève.

26. Le 27 mai, deux officiers du contingent national turc ont été arrêtés par la police chypriote à Nicosie, au poste de contrôle de la Porte de Famagouste. Les officiers étaient à motocyclette et en civil et n'avaient sur eux ni papiers, ni permis de conduire. A la demande de l'Ambassade turque, la Force des Nations Unies a usé de ses bons offices et a pu faire relâcher les officiers le lendemain.

ii) Evaluation générale de la situation au point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats

27. D'une manière générale, le calme a régné dans l'île, mais il y a eu plusieurs incidents locaux, qui tous auraient pu avoir des conséquences dangereuses. En dépit des efforts constants de la Force pour persuader le Gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs de prendre des mesures de pacification en vue de supprimer les lignes d'affrontement armé dans l'île, la situation, dans son ensemble, ne s'est pas améliorée pendant la période considérée.

28. On trouvera dans la section B du présent chapitre des détails sur quelques-uns des incidents locaux les plus importants et les plus dangereux qui ont entraîné une intervention aux termes du mandat donné par les Nations Unies de prévenir une reprise des combats.

iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension

29. La cause de tension la plus grave et celle qui risque de provoquer de nouveaux combats à Chypre est l'affrontement armé qui existe autour d'un certain nombre d'îlots de population chypriote turque. Depuis son arrivée dans l'île, la Force des Nations Unies s'efforce donc continuellement de faire disparaître cet affrontement en essayant de placer ses contingents dans les zones névralgiques, d'augmenter la distance entre les positions armées adverses et de parvenir à un accord qui ferait disparaître les points de contrôle, les barrages routiers, les blockhaus et autres fortifications qui sont les instruments de cet affrontement. Ses efforts dans cette direction n'ayant pas jusqu'ici été couronnés de succès, la Force a dû faire ce qu'il y avait ensuite de mieux à faire et s'est opposée très fermement à toute action susceptible d'aggraver l'affrontement armé, telle que le renforcement des positions avancées existantes ou la construction de nouvelles positions qui pourraient donner des avantages militaires à l'un ou l'autre camp. Cette politique vaut d'ailleurs à la Force

des Nations Unies d'être parfois critiquée par l'un ou l'autre camp car si elle peut maintenir la tension dans des limites tolérables elle ne saurait en effet la faire disparaître. Néanmoins, en dépit de la résistance qu'elle rencontre, cette politique de "désaffrontement" est appliquée régulièrement et contribue généralement de manière déterminante à améliorer des situations qui ont commencé à se détériorer.

30. Un important accord de démantèlement des fortifications, conclu en décembre 1965 au sujet de Famagouste, a eu un effet salubre et il n'y a pas eu d'incidents sérieux. Depuis mon dernier rapport (S/7191, par. 55 à 57), plusieurs plaintes au sujet de violations ont été reçues du Gouvernement et des dirigeants chypriotes turcs, mais elles n'avaient trait qu'à des incidents mineurs que la Force a essayé de limiter autant que possible en entamant immédiatement des discussions avec les deux parties. A cet égard, le commandant par intérim de la Force a ordonné le 4 mai 1966 une enquête sur toutes les plaintes en violation des accords. En conséquence, une commission d'enquête de la Force a formulé des recommandations au sujet de l'application ultérieure des accords de décembre 1965, recommandations qui font maintenant l'objet de discussions avec les deux camps. Parallèlement, de difficiles négociations sont encore en cours en vue d'aboutir à un accord sur la fixation de la limite occidentale de la zone démantelée (S/7191, par. 57). On ne sait pas exactement si l'école Ayios Loukas, qui est encore occupée par la Garde nationale, entre dans le cadre des accords. Tant que les différends qui sont à l'origine des incidents susmentionnés n'auront pas été réglés, la situation à Famagouste continuera à réserver des surprises qui pourraient à tout moment aboutir à un nouvel affrontement.

B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises par la Force des Nations Unies

i) Défenses côtières de la Garde nationale à Larnaca et à Scala

31. La construction par les pouvoirs publics de défenses côtières a continué à soulever des difficultés. Tout Etat a le droit de préparer sa défense contre une attaque extérieure : on ne saurait voir là une attitude offensive ou y trouver des raisons justifiant des représailles. Cependant, conformément à sa politique visant à prévenir une intensification de l'affrontement armé dans l'île, la Force a essayé d'obtenir de la Garde nationale qu'elle ne situe pas ses défenses côtières au voisinage immédiat de villages chypriotes turcs ou que, lorsque le but même de ces défenses rend nécessaire leur installation à proximité de ces villages, elle prenne des précautions pour les empêcher de devenir une menace militaire pour les habitants.

32. Comme je l'ai signalé dans mon dernier rapport (S/7191, par. 53), la Force a inspecté un blockhaus côtier au sud de Scala, quartier chypriote turc de Larnaca : si elle a estimé qu'il ne constituait pas une provocation, elle a néanmoins négocié pour obtenir qu'il ne soit pas occupé. Ce point a ultérieurement été acquis. La Force a également inspecté la position d'un autre blockhaus en S 291364 et ne s'y est pas opposée à condition qu'il ne soit pas occupé une fois la construction terminée et que le champ de tir de ses armes soit orienté vers la mer, ceci afin de s'assurer qu'il ne passerait pas au-dessus de la zone chypriote turque de Scala. La Force n'a pas jugé que cette nouvelle position envisagée constituait une menace quelconque pour les Chypriotes turcs de Scala.

33. Le 8 mars, une commission mixte d'officiers de la Force des Nations Unies et de la Garde nationale a confirmé que ce blockhaus ne serait pas occupé lorsque sa construction serait terminée et que sa garnison demeurerait dans un poste situé à environ 150 yards de là. Par ailleurs, la Force des Nations Unies a décidé d'installer, pendant la construction du blockhaus, un poste d'observation entre le blockhaus et les positions chypriotes turques de Scala. Il a également été décidé que, lorsque la construction serait terminée, la Force installerait un poste d'observation à faible distance de la garnison de gardes nationaux pour s'assurer que le blockhaus ne serait pas occupé sans son accord préalable.

Le 11 avril 1966, la Garde nationale a informé la Force des Nations Unies que la construction du nouveau blockhaus au point S 291364 allait commencer. Les Chypriotes turcs en ont été informés le 12 avril et la Garde nationale a commencé la construction le 13. La Force des Nations Unies a, elle, installé son poste d'observation comme convenu.

34. La construction à peine commencée, les Chypriotes turcs de Scala ont réagi vigoureusement en renforçant, en guise de représailles, deux positions existantes et en en construisant trois nouvelles sur une crête dominant cet endroit au nord. Toutes ces positions ont été bétonnées. Pendant tout le mois d'avril, le Commandant de la Force s'est efforcé, par des négociations, de faire diminuer la tension qui croissait dans la région et a eu de fréquentes entrevues avec les dirigeants chypriotes turcs et avec le gouvernement. Ce dernier a confirmé qu'il adhérerait aux conditions dont avait été assortie la construction du blockhaus et a déclaré qu'il ne prendrait aucune mesure contre les nouvelles positions chypriotes turques pendant que la Force des Nations Unies s'efforçait de résoudre le problème.

35. Au cours des discussions avec les dirigeants chypriotes turcs, le Commandant de la Force a défini clairement, oralement et par écrit, la position de celle-ci, déclarant notamment que le blockhaus de défense côtière de la Garde nationale était réellement une installation de défense contre une attaque extérieure et ne constituait pas une menace contre les positions chypriotes turques de Scala. Il a ajouté que, étant donné que le blockhaus était situé à environ 1 250 mètres des positions chypriotes turques avancées, les armes portatives ne sauraient avoir aucun effet contre ces positions et que, vu la présence d'une colline entre le blockhaus et Scala, la ville ne saurait être directement sous la menace de ses armes. Le Commandant a également déclaré que la Force des Nations Unies s'assurerait que le blockhaus de la Garde nationale ne serait pas occupé une fois qu'il serait terminé, qu'il était donc parfaitement inutile que les Chypriotes turcs exercent des représailles en construisant de nouvelles positions et que les mesures qu'ils avaient prises allaient à l'encontre des avis militaires autorisés fournis par la Force et étaient de nature à provoquer des combats.

36. Ces déclarations n'ont toutefois pas satisfait les Chypriotes turcs qui ont continué à renforcer leurs positions, ont rejeté deux demandes officielles de la Force des Nations Unies de démanteler les nouvelles positions et ont établi un contrôle routier au point S 293374. Les dirigeants chypriotes turcs ont déclaré que la construction du blockhaus entraînait dans le cadre d'une série d'actions des Chypriotes grecs visant à accroître la tension sans provocation préalable des Chypriotes grecs visant à accroître la tension sans provocation préalable des de Larnaca qui avait troublé la paix de la région, que, quoi qu'en dise la Force des Nations Unies, le blockhaus pouvait servir à attaquer le quartier chypriote de Larnaca et à empêcher les chypriotes turcs de se baigner sur la plage voisine, que la Force commettait une injustice en refusant aux Chypriotes turcs le droit de prendre des contre-mesures de légitime défense au lieu d'essayer de faire disparaître la cause originale de la tension et que, dès que la Garde nationale démantellerait ses nouvelles positions, les Chypriotes turcs feraient de même. A ce sujet, il convient de noter que la Garde nationale s'est conformée entièrement, en construisant le blockhaus, aux conditions convenues avec la Force. En revanche, c'est la réaction des Chypriotes turcs, inutile et injustifiée de l'avis de la Force, qui a été responsable de la tension ainsi créée dans une région qui était tranquille depuis longtemps.

37. Le Commandant de la Force par intérim a donné ordre à de nouveaux contingents de la Force de se déployer entre les deux camps afin d'empêcher tout combat d'éclater pendant que les négociations visant à régler pacifiquement l'incident se poursuivaient au cours de la dernière partie du mois d'avril et la première semaine du mois de mai. Le 4 mai, un accord provisoire est intervenu : les Chypriotes turcs se retireraient des positions qu'ils avaient occupées après le 12 avril, sans préjudice de leur droit à les occuper à nouveau, tandis que de nouvelles négociations se dérouleraient pendant ce temps avec le gouvernement afin que, pour montrer sa bonne foi, il installe la garnison de gardes nationaux du blockhaus à une plus grande distance de celui-ci. En attendant la fin de ces négociations, la Force des Nations Unies installerait des postes d'observation pour tranquilliser les deux camps et leur garantir que toutes les nouvelles positions, celles du gouvernement comme celles des Chypriotes turcs, demeureraient inoccupées.

38. Si elle n'est toujours pas satisfaisante, la situation est aujourd'hui tranquille du point de vue militaire. Irrité par le refus des Chypriotes turcs de démanteler leurs nouvelles fortifications au sud de Scala, le gouvernement a pris diverses mesures économiques de rétorsion, restreignant en particulier l'approvisionnement en pétrole du quartier chypriote turc de Scala. Cette mesure, des accusations portées contre des soldats de la Garde nationale à qui il est reproché d'avoir endommagé la mosquée voisine de Hala Sultan Tekke, sanctuaire musulman dont l'accès a été refusé aux Chypriotes turcs, ainsi que diverses nouvelles constructions côtières de défense de la Garde nationale au sud de Scala, n'ont fait qu'accroître le malaise des Chypriotes turcs qui continuent fermement à refuser de détruire leurs fortifications contestées. Les négociations se poursuivent pour trouver une solution.

ii) Temblos

39. Un autre secteur qui a continué de retenir l'attention de la Force des Nations Unies en raison des problèmes liés à la défense côtière est Temblos, village chypriote turc démilitarisé, situé sur le versant nord de la chaîne de Kyrenia et dont la population a été gonflée par l'afflux de réfugiés venus des villages mixtes des environs.

40. Le 8 mars 1966 la Garde nationale a commencé à poser une ligne de barbelés en avant des positions qu'elle occupe au nord et à l'est de Temblos. Depuis lors, ces travaux ont été poursuivis et l'ouvrage en question a atteint une longueur d'environ un mile. Il comporte des solutions de continuité, où ont été placés des chevaux de frise, aux points où il traverse les deux routes qui conduisent au village. Lorsque la construction de cet ouvrage a commencé, les Chypriotes turcs ont protesté vigoureusement en alléguant que la Garde nationale n'avait pas le droit de construire quoi que ce soit sur des terrains privés sans l'autorisation des propriétaires, et que le but de cette ligne de barbelés était en fin de compte d'encercler tout le village. La Garde nationale a soutenu qu'il s'agissait d'une mesure de précaution contre l'invasion et une tentative éventuelle de débarquement pour établir une liaison avec les positions des combattants chypriotes turcs de la chaîne de Kyrenia.

41. La Force des Nations Unies estime que tant que la ligne de barbelés n'aura pas été étendue au point de menacer d'encercler le village, on peut la considérer comme

une mesure de légitime défense. Elle n'en tient pas moins à ce que les intérêts des habitants du village n'aient pas à en souffrir. Au cours de la construction, quelques dégâts ont été occasionnés à des oliviers appartenant à des Chypriotes turcs et la ligne de barbelés empêche certains habitants de Temblos d'avoir accès aux terres qu'ils possèdent au nord de l'ouvrage. Cette situation laisse à désirer, et la Force des Nations Unies négocie par l'intermédiaire du Comité de liaison politique afin d'obtenir que le gouvernement accepte d'accorder complète liberté de mouvement aux cultivateurs de la région pour se rendre dans les champs qu'ils cultivent et en revenir, et, pour les habitants de Temblos, l'autorisation de traverser librement la ligne de barbelés.

42. Au cours de la période considérée, les conditions acceptées pour l'utilisation et l'entretien du chemin reliant Temblos à Saint-Hilarion (S/6428, par. 75) ont en général été respectées. Le 16 avril et le 4 mai, quelques exceptions mineures ont été relevées, lorsque les Chypriotes turcs ont tenté d'élargir ce chemin. Les seuls travaux d'entretien autorisés étant ceux qui sont nécessaires pour maintenir le chemin dans l'état où il se trouvait à la date du 10 mai 1965, la Force des Nations Unies l'a momentanément fermé à la circulation et les travaux ont été interrompus.

43. Temblos a également été le théâtre d'un incident sérieux. Bien que des coups de feu isolés soient chose presque quotidienne dans le secteur, la seule fusillade nourrie s'est produite le matin du 1er avril, journée de l'EOKA, où la Garde nationale a tiré de 100 à 250 coups avec des armes légères, pendant une heure environ. Le tir ne semblait dirigé sur aucun objectif particulier. Les Chypriotes turcs de l'endroit ont été manifestement inquiétés par la fusillade, mais ils ont fait preuve d'une remarquable maîtrise de soi. Une vigoureuse protestation ayant été faite par la Force des Nations Unies auprès du commandement local, le chef de la Garde nationale du secteur a expliqué qu'il s'agissait simplement d'une partie des célébrations marquant la journée de l'EOKA.

44. Au cours de la fusillade, un certain nombre d'impacts se sont produits à proximité de deux postes d'observation de la Force des Nations Unies dans le secteur, quatre projectiles atteignant le périmètre d'une position, et les chefs de poste furent obligés de faire descendre leurs hommes dans les tranchées pour se protéger. Fort heureusement, la fusillade n'a fait aucune victime.

45. Par la suite, le gouvernement a nié que la Garde nationale eût pris quelque part que ce fût à la fusillade, et déclaré que l'explication donnée par le commandant local de la Garde nationale, à savoir que la fusillade faisait partie des célébrations de la journée de l'EOKA, était erronée. Une enquête commune Force des Nations Unies/Garde nationale a été menée sur l'incident et, de l'avis de la Force des Nations Unies, la Garde nationale était à n'en pas douter responsable de la fusillade. On pense qu'il s'agissait d'une tentative faite pour provoquer une riposte de Temblos, puisque la Garde nationale n'a cessé de prétendre que le village abrite des combattants armés, bien que les troupes de la Force postées dans le village n'aient relevé aucun indice de leur présence. Le 8 juin, environ 100 coups de fusil et d'armes automatiques ont été tirés en direction du village de Temblos. D'une première enquête de la Force, il ressort que les coups de feu ont été tirés à partir de positions occupées par la Garde nationale, au nord-est du village, et qu'il n'y a pas eu de riposte.

iii) "La ligne verte"

46. Depuis le 19 avril, de nombreuses plaintes émanant des dirigeants chypriotes turcs ont été reçues, selon lesquelles la police chypriote a inauguré un système de patrouille sur la "ligne verte" dans l'enceinte de Nicosie. Les observations de la Force des Nations Unies n'ont pas confirmé l'existence d'un programme précis de patrouilles, mais ont permis d'établir qu'il y a eu un accroissement marqué du nombre de policiers chypriotes utilisant les rues le long de la "ligne verte". Il ressort d'échanges de vues avec les autorités de la police et l'officier de liaison politique du gouvernement que cette recrudescence d'activité était principalement due à des instructions du gouvernement invitant tous ses employés à faire leurs achats dans les rues de la "ligne verte", - où le commerce était fort actif avant 1964 - afin d'aider les commerçants et de rétablir une situation normale. Les autorités de la police ont assuré la Force des Nations Unies qu'il n'y avait rien dans cette affaire qui corresponde à un système organisé de patrouilles et ont confirmé que la seule activité de patrouilles le long de la "ligne verte" était celle des groupes mixtes de la police chypriote et de la police civile de la Force.

47. La réaction des Chypriotes turcs à cette activité a été très vive. Les dirigeants chypriotes turcs l'ont condamnée en tant que provocation et élément d'un plan visant à provoquer des incidents, et ont demandé à la Force des Nations Unies d'y mettre un terme. Au cours du mois de mai, des pétards ont été lancés du quartier chypriote turc sur des véhicules circulant dans la rue de Paphos et, pendant quelques jours, un système de haut-parleurs a été installé et les Chypriotes turcs l'ont utilisé à deux reprises pour adresser des remarques provocantes aux policiers et aux commerçants.

48. La Force des Nations Unies s'efforce de remédier à cette nouvelle cause de friction. Elle a demandé aux Chypriotes turcs de s'abstenir de nouvelles mesures de représailles irréfléchies et qui ne serviraient qu'à accroître la tension. Elle a d'autre part demandé au gouvernement d'ordonner à la police chypriote de n'entreprendre sur la "ligne verte" aucune activité différant, par sa nature ou son ampleur, de ce qui était de règle au cours de la période calme qui avait précédé.

iv) Projet de route entre Trypimeni et Vitsadha

49. Le 24 avril, le gouvernement a commencé des travaux pour l'amélioration du chemin qui relie les villages chypriotes grecs de Trypimeni et Vitsadha dans le cadre d'un programme général d'amélioration des chemins vicinaux de l'île. Ces travaux ont reçu un rang de priorité élevé du fait que ces deux villages sont situés au nord et au sud d'un groupe de villages chypriotes turcs rassemblés autour de Chatos, et les habitants de Trypimeni qui désirent emprunter à Vitsadha la route principale de Nicosie à Famagouste doivent actuellement faire un détour de 40 km environ en passant par Lefkoniko. La seule route macadamisée qui existe entre Trypimeni et Vitsadha traverse le village chypriote turc de Knodhara, où des barrages installés par les Chypriotes turcs empêchent le libre passage des Chypriotes grecs depuis plus de deux ans (S/6426, par. 80).

50. Peu après le commencement des travaux, les Chypriotes turcs de la région ont réagi vigoureusement. Leurs dirigeants ont protesté contre ce qu'ils qualifiaient de tentative de division d'une zone purement chypriote turque par une route stratégique qu'on pourrait emprunter pour attaquer les villages chypriotes turcs, et ils ont fait savoir qu'ils avaient peu de confiance dans les promesses que le gouvernement leur avait faites de leur verser une juste indemnité pour toute superficie de terrain chypriote turc qu'il fallait exproprier pour élargir le chemin.

51. Bientôt des Chypriotes turcs armés de la région ont commencé à occuper des positions le long de la route projetée, au sud de Trypimeni et, le 5 mai, ils y avaient un total de 10 positions armées. Dès le 26 avril, prévoyant un affrontement dans la région, la Force des Nations Unies avait déployé des forces de réserve dans la zone de Chatos. Puis, le 5 mai, elle a installé un poste d'observation entre le village de Trypimeni et les positions chypriotes turques les plus au nord pour parer à tout affrontement près de Trypimeni entre les Chypriotes turcs et des détachements de la garde nationale. En outre, elle a donné l'ordre à un certain nombre de voitures de reconnaissance de se tenir prêtes à se déployer immédiatement pour servir de postes d'observation supplémentaires dans la région afin de prévenir tout incident risquant de précipiter une reprise des combats.

52. Entre-temps, durant la dernière partie d'avril, la Force des Nations Unies a entamé d'urgence des négociations à ce propos avec le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs. En conséquence, le gouvernement a accepté de suspendre les travaux sur la route pendant que l'on chercherait une solution. De leur côté, les dirigeants chypriotes turcs ont offert, comme solution de remplacement à la route prévue, de conclure un accord assurant le libre passage des civils chypriotes grecs par Knodhara, et le gouvernement a accepté cette solution en principe.

53. Les négociations sont toujours en cours, mais la tension monte dans la région : les Chypriotes turcs continuent à occuper de nouvelles positions, de son côté la garde nationale a également établi de nouvelles positions et la Force des Nations Unies a dû engager des forces supplémentaires et intensifier ses patrouilles militaires et de police. Par ailleurs quelques agriculteurs chypriotes grecs ont interrompu la moisson bien que les Chypriotes turcs aient donné l'assurance formelle qu'ils seraient laissés en paix.

54. La Force des Nations Unies cherche à hâter la mise en application du plan relatif au libre passage avant que n'éclate un incident qui pourrait provoquer des combats violents dans la région.

v) La route de Kyrenia

55. Dans mes deux derniers rapports (S/7001, par. 59, et S/7191, par. 58), j'ai signalé qu'étant donné le nombre beaucoup moins fréquent d'incidents sur la route de Kyrenia et pour utiliser les troupes avec plus d'économie, tout le personnel militaire de la Force des Nations Unies - à l'exception des militaires qui accompagnent et protègent les convois - s'était retiré des positions situées le long de la route, le contrôle de la route restant toutefois assuré par le Commandant de la zone de Kyrenia. La police civile des Nations Unies a donc été chargée non seulement d'inspecter les véhicules faisant partie des convois, mais d'en régler le mouvement et de veiller à la sécurité et au contrôle de la circulation dans les villages de Orta Keuy et Geunyeli pendant le passage des convois, et de mettre dans la journée des hommes aux postes de contrôle situés aux deux extrémités de la route.

56. Etant donné le calme relatif persistant et la coopération de plus en plus grande dont les Chypriotes turcs ont fait preuve dans l'application de l'accord relatif à la route de Kyrenia (S/6102, annexe I), il a été ensuite décidé que la Force ne serait officiellement présente sur la route que lors du passage des convois et que l'on ne mettrait plus de soldats aux postes de contrôle.

57. Le système de convois a continué à fonctionner sans heurts, mais la Force des Nations Unies a constaté dans l'enclave chypriote turque, pendant la première partie de la période dont traite le présent rapport, une tendance à moins respecter certaines des dispositions de l'accord relatif à la route de Kyrenia que lorsque le personnel militaire de la Force occupait un certain nombre de postes le long de la route. Un groupe d'enquête réuni le 2 mai par le Commandant par intérim de la Force a constaté que certaines dispositions de l'accord avaient été enfreintes.

58. Les faits constatés par le groupe d'enquête ont été portés à l'attention des dirigeants chypriotes turcs et du Commandant du contingent national turc. Il en a

déjà résulté une amélioration de la manière dont l'accord est observé et on espère qu'il ne sera pas nécessaire de rétablir les postes militaires le long de la route pour assurer le respect total de cet accord.

59. Un autre fait inquiète la Force des Nations Unies : les efforts déployés par des combattants chypriotes turcs pour établir de nouvelles positions au col de Kyrenia. Le 29 avril, ces combattants ont commencé à construire trois positions sur la face nord du col, près de la route de Kyrenia, ce qui aurait eu pour effet de rapprocher de 1 000 yards les défenses chypriotes turques des défenses avancées de la garde nationale et de créer, s'ils avaient ensuite établi des positions plus bas le long de la route, une possibilité de conflit dans une zone où la Force des Nations Unies a toujours réussi à empêcher la construction de fortifications.

60. Le 6 mai, la Force des Nations Unies a adressé une vigoureuse protestation aux dirigeants chypriotes turcs locaux au sujet de ces positions qui constituent une nouvelle place forte avancée pour les combattants chypriotes turcs et elle en a demandé la destruction. Elle a renouvelé sa protestation le 8 et le 13 mai. Si les travaux de construction ont cessé le 8 mai, les dirigeants chypriotes turcs n'ont cependant pris aucune mesure pour détruire les positions et combler les emplacements. Le 15 mai les troupes des Nations Unies se sont elles-mêmes chargées de le faire. Aucun incident n'a eu lieu à cette occasion.

61. Le 21 mai on a découvert que les combattants chypriotes turcs avaient à nouveau creusé deux nouvelles positions dans la zone. Ces positions ont été temporairement occupées par des soldats de la Force des Nations Unies jusqu'à ce que les Chypriotes turcs se soient engagés à ne pas occuper les positions et aient souscrit à la création d'une commission mixte d'enquête qui délimiterait une fois pour toutes la ligne du cessez-le-feu dans cette zone. Pendant la durée des négociations qui ont abouti à cet accord, les sept hommes de la Force des Nations Unies qui occupaient les positions contestées ont été parfois tenus en joue par des combattants chypriotes turcs armés, dont le nombre allait jusqu'à 75, dont certains avec des fusils Bren. La Force des Nations Unies a dû envoyer trois voitures de reconnaissance en renfort.

62. Le 28 avril, le chargé de liaison politique chypriote turc a signalé que la route de Kyrenia avait besoin de réfection. Plusieurs nids de poule étaient apparus et les bords de la route s'étaient effrités en plusieurs endroits du fait de la circulation intense de véhicules chypriotes turcs, du contingent national turc, de Chypriotes grecs et de la Force des Nations Unies qui utilisent cette route et il fallait s'attendre qu'elle se détériore davantage du fait de la circulation encore plus intense prévue pendant les mois d'été. Le chargé de liaison a proposé que le coût des réparations soit partagé, la main-d'oeuvre fournie par les Chypriotes turcs et les matériaux par les Chypriotes grecs.

63. La Force des Nations Unies a présenté cette suggestion au gouvernement et offert de veiller à ce que les matériaux fournis soient utilisés exclusivement pour les travaux de réparation. Le gouvernement est encore en train d'examiner cette suggestion.

vi) Pileri

64. Pendant la période considérée, la zone de Pileri est restée un foyer latent de danger. Les Chypriotes turcs n'ont pas encore accepté la suggestion de la Force des Nations Unies d'évacuer la position contestée et continuent d'occuper un blockhaus situé en avant de la ligne de cessez-le-feu (S/7001, par. 61-64 et S/7191, par. 63 et 64).

65. De plus, pendant la période considérée, ils ont périodiquement essayé d'améliorer la position et les voies d'accès à la zone. Les protestations successives de la Force des Nations Unies auprès des dirigeants chypriotes turcs concernant cette position qui est une provocation sont pratiquement restées sans effet. Les Chypriotes turcs continuent d'arguer qu'ils ne peuvent pas compter sur la Force des Nations Unies pour empêcher que les positions évacuées ne soient ultérieurement occupées par la garde nationale (S/7191, par. 63).

vii) Kokkina et Limnitis

66. Les enclaves de Kokkina et Limnitis continuent d'être des secteurs où la Force des Nations Unies doit prendre beaucoup de précautions pour prévenir d'éventuels incidents graves. Depuis mon dernier rapport (S/7191, par. 68 à 71),

il y a eu à nouveau, près de Limnitis, des tentatives par l'une ou l'autre partie de rétrécir la zone neutre en construisant de nouvelles fortifications en avant de leurs lignes de défense établies. Des tranchées ont été creusées surtout aux pointes nord-est et sud-est de l'enclave. Pendant la période considérée, il y a eu au total 22 cas confirmés de tentatives illicites de fortification de positions, dont 12 attribuées à la garde nationale et 10 aux éléments combattants chypriotes turcs, notamment des cas de "remise en état" de prétendues positions anciennes et d'amélioration de positions existantes. Dans tous ces cas, la Force des Nations Unies a réussi à faire cesser les travaux de fortification ou démanteler les positions.

67. Bien qu'il n'y ait pas eu de fusillades sérieuses dans ces zones depuis le début de mars (S/7191, par. 7), la situation y demeure tendue. L'établissement de tranchées et de fortifications tend à l'aggraver et pourrait conduire ultérieurement à une reprise des combats. Comme je l'ai mentionné dans mon précédent rapport, la situation semble être propice à une démilitarisation, particulièrement dans le secteur de Kokkina. La réinstallation, dans leurs villages natals, des réfugiés qui se trouvent actuellement à Kokkina contribuerait également au retour à une situation normale; ce serait le cas aussi si l'interdiction faite aux Chypriotes grecs de traverser l'enclave était levée. La Force poursuit ses efforts dans ce sens. Si les deux camps étaient décidés à résoudre ces problèmes, rien ne s'oppose à des progrès réels vers le retour à une situation normale dans les secteurs de Kokkina et de Limnitis.

viii) Observation du cessez-le-feu

68. Le nombre de fusillades qui se sont produites pendant la période considérée est indiqué dans le tableau ci-après, accompagné, aux fins de comparaison, des chiffres correspondants pour les périodes antérieures. On remarquera que ces fusillades ont nettement augmenté.

	Du 8 mars au 1er juin 1966	Du 2 déc. 1965 au 7 mars 1966	Du 11 juin au 1er déc. 1965	Du 8 mars au 10 juin 1965	Du 9 déc. 1964 au 7 mars 1965	Du 9 sept. au 8 déc. 1964	Du 9 juin au 8 sept. 1964
Zone ou district							
Zone de Nicosie	N'existait plus	N'existait plus	17	89	97	124	191
District de Nicosie-Ouest	2	0	3	N'existait pas encore	N'existait pas encore	N'existait pas encore	
District de Nicosie Est	3	1	3	N'existait pas encore	N'existait pas encore	N'existait pas encore	
Zone de Famagusta	2	0	14	10	44	16	10
Zone de Limassol	1	4	9	5	7	6	5
District de Paphos	N'existait plus	N'existait plus	6	2	7	4))))
District de Morphou	N'existait plus	N'existait plus	4	153	67	10	53
District de Lefka	7	1	3	N'existait pas encore	N'existait pas encore	N'existait pas encore	
District de Kyrenia	19	11	10	N'existait pas encore	N'existait pas encore	N'existait pas encore	
TOTAL	34	17	69	259	222	160	259

69. De l'avis de la Force, 22 de ces fusillades constituent des violations délibérées du cessez-le-feu. Trois se sont produites dans le district de Nicosie-Est, six dans le district de Iefka et treize dans le district de Kyrenia. La responsabilité de seize de ces incidents a été attribuée à la garde nationale et celle de six autres à des combattants chypriotes turcs. Le nombre des violations délibérées a nettement augmenté par rapport aux trois mois précédents.

70. L'augmentation du nombre des fusillades est due en grande partie aux fréquents échanges de coups de feu qui ont eu lieu dans le district de Kyrenia du 29 mars au 12 avril 1966, surtout dans les zones de Pileri et de Temblos, où, pendant cette période, quatorze fusillades ont été enregistrées, dont dix constituaient des violations du cessez-le-feu. La responsabilité de neuf de ces incidents a été attribuée à la garde nationale. Les fusillades ont atteint leur paroxysme le 1er avril, où entre 100 et 250 coups de feu ont été tirés et deux postes d'observation de la Force ont été atteints par des projectiles (voir par. 44 ci-dessus).

71. Une autre fusillade nourrie s'est révélée n'être qu'un cas isolé sans conséquences graves. Le faubourg de Trachonas situé au nord de Nicosie, était à un moment donné très agité, mais depuis de nombreux mois le calme y régnait lorsque, dans la soirée du 14 avril un violent échange de coups de feu s'est produit dans le nord du faubourg entre la garde nationale et les combattants chypriotes turcs. La fusillade a duré pendant environ une demi-heure au cours de laquelle 200 à 300 coups de feu ont été tirés. Il n'y a pas eu de victimes. La Force des Nations Unies a agi rapidement et a réussi à négocier un cessez-le-feu.

72. L'incident s'est révélé être dû à un malentendu. Les Chypriotes turcs ont admis qu'ils avaient ouvert le feu parce qu'ils pensaient à tort que la garde nationale avait occupé de nouvelles positions dans la zone. La garde nationale a riposté lorsque le tir a été dirigé sur leurs positions. La facilité avec laquelle la fusillade a commencé indique la méfiance continue et que les deux camps ont toujours la "gâchette chatouilleuse". Il est cependant encourageant de noter que les deux parties ont agi avec modération pour empêcher la situation de s'aggraver et qu'elles ont aidé la Force à établir rapidement le cessez-le-feu.

C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public

1) Activités de la police civile de la Force

73. La police civile de la Force continue de prêter aux éléments des Nations Unies un concours précieux en s'acquittant de fonctions plus voisines du travail normal de la police que de fonctions strictement militaires. Elle assure la liaison avec la police chypriote et les éléments de la police chypriote turque et, en outre, enquête sur les incidents mettant en cause des membres des deux communautés et occupe les postes de contrôle dans les régions névralgiques. La police civile de la Force assure des fonctions d'observation aux postes fixes de la police chypriote à Nicosie, à Famagouste et dans le district de Lefka et aux postes mobiles des districts de Limassol et de Paphos. Elle effectue des patrouilles communes avec la police chypriote à Nicosie et à Ktima et veille aussi à l'acheminement et à la dispersion des convois qui utilisent la route de Kyrenia.

74. Entre le 7 mars et le 7 juin 1966, la police civile de la Force a enquêté sur 66 cas se rattachant au conflit entre communautés, dont un cas d'homicide, deux cas de tentative d'homicide, quatre cas de voies de fait, treize cas de coups de feu tirés de véhicules au cours de la traversée de villages ou sur des personnes travaillant dans les champs, seize cas de vol et dix-neuf cas de dommages causés à des biens - douze au détriment de Chypriotes turcs et sept au détriment de Chypriotes grecs. Ces chiffres sont à peu près identiques à ceux du trimestre précédent. La police civile de la Force a aussi enquêté sur trois cas de défection et sept cas dans lesquels des Chypriotes grecs se sont trouvés en difficulté après être entrés dans l'enclave chypriote turque de Nicosie. Elle a également fourni son concours dans un cas où une famille chypriote turque a demandé la protection du gouvernement et dans un cas où un Chypriote grec s'est réfugié dans une enclave chypriote turque.

75. Pendant la même période, la police civile de la Force a exercé des fonctions d'observation dans les cas suivants : arrestation de deux ressortissants turcs et de dix-sept Chypriotes turcs; détention temporaire par la police chypriote de plus de 43 autres; quatre-vingts confiscations d'articles à des Chypriotes turcs qui franchissaient des postes de contrôle de la police chypriote.

76. Outre qu'elle a coopéré avec la police chypriote dans des enquêtes contribuant à un retour à la normale en matière d'ordre public, la police civile de la Force a continué de se préoccuper de retrouver des personnes disparues depuis les premiers mois agités de 1964. L'enquête n'a, depuis mon dernier rapport, été close que dans le cas d'un des 212 Chypriotes turcs dont la disparition avait été signalée : il s'agit d'un homme qui a été tué en avril 1964. Quarante et un Chypriotes grecs trois ressortissants britanniques, un ressortissant allemand et un ressortissant grec, un soldat, sont toujours portés disparus.

ii) Enquêtes sur des crimes et des conflits entre communautés

77. L'identité des auteurs de plusieurs assassinats mentionnés dans mes précédents rapports demeure inconnue ou les suspects, pour diverses raisons, n'ont pas encore été traduits en justice. Tel est le cas pour l'assassinat de deux dirigeants syndicaux, le Chypriote grec Costas Mishaolis et le Chypriote turc Dervish Gavazoglu (S/7001, par. 94); du Chypriote grec Kyriakos Savva Tsiattos (S/7001, par. 96); du Chypriote turc Mehmet Kadir (S/7001, par. 98); du Chypriote grec Kyriakos Solomou (S/7001, par. 99).

78. Deux Chypriotes grecs du village de Paralimni ont été arrêtés, le 12 mars, dans le quartier turc de Nicosie, pour transport d'explosifs dans leur auto. Ils sont toujours détenus dans le quartier turc. La police civile de la Force n'a pu jusqu'ici obtenir leur libération par voie de négociations, mais elle a usé de ses bons offices pour que les deux intéressés reçoivent des visites de la Croix-Rouge et de parents, qui les ont trouvés en bonne santé.

79. Dans la matinée du 20 mars, 20 Chypriotes turcs ont été arrêtés par la police chypriote à un poste de contrôle à l'extérieur de Larnaca. Quinze d'entre eux voyageaient dans un autobus et certains ont été accusés de porter des vêtements qui ressemblaient à un uniforme. Toutes les personnes arrêtées ont été relâchées plus tard dans la journée, mais certaines se sont plaintes d'avoir été maltraitées et d'avoir subi des voies de fait et ont montré à un médecin de la Force des blessures corroborant leurs assertions. La Force a protesté auprès du gouvernement et lui a demandé d'enquêter sur les allégations de mauvais traitements. Le gouvernement a refusé en faisant valoir qu'aucun médecin officiel n'avait assisté à l'examen physique des intéressés par le médecin de la Force. Dans d'autres cas de prétendues voies de fait, le gouvernement a opposé un démenti aux allégations.

80. La situation a été tendue à Ayia Varvara, le 19 mars, lorsqu'un Chypriote turc a été gravement blessé par un coup de feu tiré par un autre Chypriote turc. La police chypriote a demandé aux autorités chypriotes turques locales de lui remettre le coupable, mais elle s'est heurtée à une fin de non-recevoir. Contre l'avis de la Force, quarante agents armés de la police chypriote sont entrés dans le village sous la protection d'une section de la garde nationale et ont arrêté l'homme recherché. La police civile de la Force a précédé la police chypriote et a conseillé aux villageois de demeurer calmes. Bien que l'émotion fût vive, il ne s'est pas produit d'incident et la tension a disparu lorsque la police chypriote s'est retirée.

81. Dans la soirée du 2 avril, un grave incident s'est produit dans le village de Stavrokomo, dans le district de Fafkos. Du poste proche de Stavrokomo, une patrouille de la Force, qui avait entendu de nombreux coups de feu, s'est rendue en hâte sur les lieux et a donné les premiers soins à un Chypriote turc blessé qu'elle a fait transporter dans un hôpital. Une enquête de la police civile de la Force a révélé que trois autres Chypriotes turcs étaient soignés dans les hôpitaux d'Akrotiri et de Limassol, l'un d'eux succombant à ses blessures. Les coups de feu, a-t-il été prétendu, étaient liés à un différend entre factions rivales des villages chypriotes turcs de Stavrokomo, de Phasoula et de Kouklia. Bien que toute lumière n'ait pu être faite sur l'affaire, il a été établi ultérieurement qu'en tout, trois Chypriotes turcs avaient été tués et que six autres avaient été blessés au cours de l'échauffourée.

82. Un forgeron chypriote grec, Petros Anastassi Kyparissos, a été mortellement blessé dans la nuit du 12 mai, alors qu'il entraînait dans sa maison au sud de Nicosie. Vérifiant les renseignements fournis par la police chypriote, la police civile de la Force a établi deux jours plus tard que la personne soupçonnée du crime, un Chypriote grec, Adamos Panteli, avait trouvé refuge dans le village chypriote turc de Louroujina. La Vice-Présidence, qui a été contactée à ce sujet, a confirmé que l'intéressé se trouvait à Louroujina et était libre d'en partir, mais elle a indiqué que, pour sa part, elle n'entreprendrait aucunement de remettre le suspect aux autorités de la police chypriote. La police civile de la Force demeure en rapports avec les deux parties dans cette affaire.

iii) Explosions de bombes

83. Pendant la période considérée, les explosions de bombes dans les quartiers des principales villes de l'île contrôlés par le gouvernement ont continué. D'après le gouvernement, certaines seraient l'oeuvre de "terroristes turcs" soucieux d'"estomper l'impression créée par la découverte de leur complot avec les saboteurs français" (S/7191, par. 84). Un des ressortissants français accusés est passé en jugement et, le 12 mai, a été condamné à 12 années d'emprisonnement par la Cour d'assises de Larnaca après avoir reconnu qu'il avait placé les bombes à l'origine du grand incendie des installations de pétrole de Larnaca en octobre 1965. Un autre étranger, ressortissant du Royaume-Uni arrêté par la police chypriote à propos de la pose de bombes à Nicosie, a été expulsé au Royaume-Uni en avril. Pour leur part, les Chypriotes turcs ont accusé le gouvernement de leur imputer des crimes commis par des agents du gouvernement ou par des Chypriotes grecs hostiles à sa politique.

84. La Force est profondément préoccupée par la continuation de ces explosions de bombes qui, quels qu'en puissent être les auteurs, accroissent la tension, renforcent les vieilles méfiances et en créent de nouvelles et menacent d'opposer de nouveaux obstacles à ses efforts pour assurer la liberté de déplacement et le rétablissement de conditions normales dans un certain nombre de services publics importants. La police civile de la Force demeure prête à aider à enquêter sur ces crimes et à en traduire les auteurs en justice.

85. Fâcheusement, dans un cas, le 14 mars, le Service de l'information du gouvernement a publié un communiqué de presse impliquant prématurément des membres de la Force dans l'explosion d'une bombe qui s'était produite à Nicosie deux jours plus tôt. J'ai protesté auprès du représentant de Chypre contre le fait qu'une telle allégation avait pu être avancée alors que l'enquête était encore en cours. Par la suite, l'enquête menée par la Force avec le concours de la police chypriote n'a révélé aucun élément impliquant un membre de la Force dans l'explosion en question, encore qu'il ait été établi que quatre soldats de la Force avaient transporté notamment des armes et des munitions dans des véhicules de la Force pour le compte de Chypriotes turcs de Nicosie et de Famagouste. Les soldats en cause sont passés en jugement et ont plaidé coupable devant une cour martiale de leur contingent national; ils ont été condamnés pour actes préjudiciables au bon ordre et à la discipline militaire et pour désobéissance aux ordres donnés au contingent.

86. S'agissant d'explosions de bombes antérieures, le Gouvernement chypriote, en mars, a accusé un diplomate turc, M. Koskun, d'atteintes à la sûreté de l'Etat et l'a déclaré persona non grata (3/7191, par. 84 et 85). Le Vice-Président, M. Kuchuk, a rejeté comme dénuées de fondement toutes les allégations du gouvernement à l'encontre de M. Koskun et, invoquant l'article 50 de la Constitution, aux termes duquel le Vice-Président et le Vice-Chef d'Etat avait son mot à dire pour ce qui touche les affaires étrangères, il a déclaré qu'il n'avait pas été consulté et que les conditions prévues par la Constitution n'avaient donc pas été remplies; la demande adressée à l'ambassade de Turquie était dénuée de tout effet.

87. Par la suite, le Ministre des affaires étrangères chypriote a publié un communiqué dans lequel il réitérait la demande adressée par le gouvernement à l'ambassade de Turquie et ajoutait que, même avant les troubles, M. Kuchuk n'avait pas de droit de veto dans les cas de ce genre. Le Ministre des affaires étrangères notait que M. Koskun n'avait pas quitté le pays à la date limite fixée pour son départ. Son nom avait donc été rayé de la liste diplomatique et ses privilèges diplomatiques avaient été annulés. Pour autant qu'on sache, M. Koskun se trouve toujours dans le quartier turc de Nicosie.

III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE

A. Evaluation générale

88. Dans mes précédents rapports au Conseil, j'ai souligné à maintes reprises que les deux communautés, ou l'une d'entre elles, faisaient dépendre presque entièrement le retour à une situation normale des progrès réalisés dans la voie d'un règlement de la principale question politique, et que tout progrès en ce sens ne pouvait avoir lieu que si les parties étaient résolues à l'accomplir. Dans la situation présente, le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs, animés d'une méfiance réciproque dont l'effet est paralysant, ont tendance à considérer toute mesure de normalisation, même réduite, comme une atteinte à leur position politique. De ce fait, l'action de la Force, qui cherche à combler l'écart entre des vues divergentes et à trouver des solutions pratiques, est une tâche astreignante, exigeant beaucoup de patience et d'ingéniosité. Par exemple, presque toutes les questions qui se posent journellement présentent des aspects susceptibles d'avoir un lien direct ou indirect avec le problème central de l'autorité du gouvernement. Ce dernier maintient qu'il a le droit souverain d'exercer son autorité sur tout le territoire de la République, tandis que les dirigeants chypriotes turcs contestent le statut du gouvernement, qu'ils jugent inconstitutionnel, et se refusent chaque fois qu'ils le peuvent à mettre les Chypriotes turcs dans une situation qui les amène à dépendre de l'Administration.

89. Le différend politique fondamental a moins de répercussions sur les questions économiques, mais même dans ce domaine, les progrès sont désespérément longs. Les efforts entrepris par la Force pour obtenir la remise en service des usines arrêtées ne pourraient que servir les intérêts des Chypriotes grecs, des Chypriotes turcs et de l'ensemble du pays, mais ils sont restés à peu près vains.

90. Pendant la période considérée, la Force a continué à offrir son assistance, notamment pour faciliter les déplacements des particuliers, pour surveiller la liquidation, dans les zones chypriotes turques, de certains matériels dont l'usage est soumis à restriction par le gouvernement, pour assurer le paiement de pensions à des Chypriotes turcs, et pour atténuer les difficultés que rencontrent quelques Chypriotes grecs du fait que certaines archives officielles se trouvent dans le

quartier chypriote turc de Nicosie. Elle a également continué à s'efforcer d'obtenir des accords techniques sur des questions telles que les services postaux, le cadastre et les certificats de naissance.

91. Pendant la période visée, l'un des principaux événements politiques a été la nomination, le 19 avril, de nouveaux ministres chypriotes grecs. MM. George Tombazos et Constantinos Fanos ont été nommés respectivement ministre de l'agriculture et des ressources naturelles et ministre des communications et des travaux publics, tandis que M. Passos Papadopoulos, le ministre du travail et des assurances sociales, se voyait confier également le portefeuille de la santé. Lors des troubles de décembre 1963, le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles et le Ministère de la santé avaient comme titulaires des Chypriotes turcs.

92. Dans un télégramme qu'il m'a adressé (S/7267), le Vice-Président a protesté énergiquement contre cette initiative. Le représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies a rejeté cette protestation dans sa réponse (S/7276).

93. Au sujet de la normalisation de la situation, il convient de mentionner que le Président, au cours de discussions avec mon représentant spécial, a proposé d'étudier un plan selon lequel toutes les fortifications, tous les postes de contrôle et tous les postes militaires - gouvernementaux et chypriotes turcs - seraient éliminés, à l'exception des défenses côtières. Ainsi, la liberté de mouvement serait entièrement rétablie, y compris l'accès des Chypriotes grecs aux enclaves chypriotes turques. Le démantèlement des fortifications situées dans les enclaves et villages tenus par les Chypriotes turcs serait contrôlé par des patrouilles de police mixtes composées de Chypriotes grecs et de Chypriotes turcs, étant entendu que les policiers chypriotes turcs faisant partie de ces patrouilles seraient placés sous l'autorité du gouvernement. Mon représentant spécial a examiné cette proposition avec les dirigeants chypriotes turcs, et ceux-ci ont réitéré l'objection qu'ils présentent depuis longtemps, à savoir que des mesures de ce genre ne seraient possibles que dans le contexte de la Constitution de 1960 ou d'un règlement politique convenu d'un commun accord.

94. Dans mon dernier rapport, j'ai indiqué que "les progrès accomplis dans la voie du retour à une situation normale restent donc modestes" (S/7191, par. 87). Depuis, malheureusement, aucun progrès notable n'a été enregistré, en dépit du désir de la population de Chypre de voir se normaliser la situation.

B. Liberté de mouvement de la population

95. De l'avis de la Force, l'une des principales conditions d'une normalisation de la situation à Chypre est le rétablissement de la liberté de mouvement de la population civile. La mesure dans laquelle les déplacements sont refusés ou circonscrits reflète fidèlement le degré de tension existant entre les deux communautés, d'une manière générale et aussi dans une zone donnée et à un moment donné. Tout incident a immédiatement pour effet de multiplier les vérifications et les contrôles, cette activité ne redevenant normale qu'après une longue période de calme. Dans l'ensemble, cependant, depuis mon dernier rapport, les autorités n'ont pas eu tendance à atténuer ces restrictions; c'est plutôt la tendance contraire qui se manifesterait.

96. Les deux parties justifient de façon différente les restrictions qu'elles imposent à la liberté de mouvement. Les dirigeants chypriotes turcs, outre qu'ils refusent l'accès des Chypriotes grecs aux principales enclaves turques, même lorsque ces derniers sont accompagnés par du personnel de la Force, lorsqu'il n'est pas possible d'invoquer des considérations de sécurité, continuent à dissuader ou à empêcher les membres de leur communauté de sortir des limites des enclaves, arguant qu'ils veulent leur épargner l'humiliation d'être fouillés et éventuellement arrêtés sans motif par la police de Chypre. Le gouvernement, de son côté, maintient qu'à l'exception de l'enclave entourant Kokkina et sauf dans des cas particuliers, la liberté de mouvement est totale dans les zones soumises à son autorité, et que les vérifications d'identité et les contrôles de marchandises effectués aux points d'entrée et de sortie des enclaves chypriotes turques sont des mesures de sécurité nécessitées par la présence de zones contrôlées par des personnes qu'il considère comme des rebelles.

97. Les dirigeants chypriotes turcs, faisant état de fouilles pratiquées sur des personnes, d'interrogatoires, d'attentes injustifiées et de saisies d'effets personnels aux postes de contrôle de la police de Chypre, ainsi que de certaines arrestations et brutalités, qualifient d'illusoire la liberté de mouvement que le

gouvernement dit accorder aux Chypriotes turcs. Ils citent le cas suivant : en mai, ils avaient demandé que des dispositions soient prises pour permettre à des résidents des principales enclaves chypriotes turques du district de Nicosie de se rendre sur les plages de Kyrenia pendant les mois d'été. Ils avaient proposé en particulier que la Force organise des convois pour assurer toute la protection voulue à cet égard. Le gouvernement a indiqué que les Chypriotes turcs étaient libres, en tant que particuliers, de se rendre sur n'importe quelle plage non située dans une zone militaire et d'y côtoyer librement les autres estivants, et qu'il n'était donc pas besoin de prendre de dispositions spéciales. La question est encore à l'étude au Comité de liaison politique, et la Force a suggéré qu'elle soit examinée directement par des représentants du gouvernement et des dirigeants chypriotes turcs en présence d'officiels de la Force.

98. En pratique, les Chypriotes turcs se déplacent déjà beaucoup pour sortir des enclaves ou pour y entrer. Le nombre de ceux qui, journellement, entrent dans le quartier turc de Nicosie ou en sortent par le poste de contrôle de la Porte de Famagouste s'élève à 800 ou 900. Toutefois, la plupart ne sont pas des résidents de l'enclave du district de Nicosie, mais des habitants d'autres parties de l'île qui viennent pour affaires ou raisons personnelles. Une trentaine de Chypriotes turcs franchissent chaque jour la "ligne verte" à Nicosie, à Ayios Kassianos (poste de contrôle de Mogensen) pour faire des emplettes. Environ 200 résidents des enclaves vont travailler dans les zones de la base britannique, et une trentaine d'employés chypriotes turcs des ambassades de Nicosie se rendent chaque jour à leur travail et en reviennent. D'autre part, des Chypriotes grecs - une poignée seulement - travaillent dans la fabrique de glace des installations frigorifiques situées dans le quartier turc de Nicosie.

99. Les passagers chypriotes turcs à destination ou en provenance de l'étranger ont pu entrer à l'aéroport de Nicosie ou en sortir sans se heurter à des obstacles sérieux. Cependant, le gouvernement a continué à interdire le retour de Turquie d'étudiants en âge de porter les armes (S/7001, par. 114).

100. Le gouvernement a sévèrement restreint la liberté de mouvement de la population chypriote turque le 1er juin en bouclant pendant trois jours le quartier turc de Nicosie, et en empêchant les Chypriotes turcs d'y entrer ou d'en sortir. Ces restrictions n'ont pas affecté les transports de vivres et d'autres

/...

approvisionnement, bien qu'au début plusieurs camions transportant des approvisionnements aient été refoulés par la police chypriote. L'interdiction a été levée au bout de 72 heures.

101. Le Ministère de l'intérieur a expliqué que malgré les avertissements répétés du gouvernement, les dirigeants chypriotes turcs avaient continué les plasticages dans les zones contrôlées par le gouvernement et qu'en dépit des mesures de pacification et de l'octroi de l'entière liberté de mouvement aux Chypriotes turcs dans toute l'île, il n'y avait eu aucune réaction positive des dirigeants chypriotes turcs qui avaient répondu au contraire par une série d'actes de provocation. L'interdiction, selon le gouvernement, était une "mesure d'avertissement" et a été décidée immédiatement après l'explosion de deux bombes dans un quartier résidentiel grec de Nicosie.

102. Les Chypriotes turcs ont rejeté catégoriquement les accusations du Ministre de l'intérieur et ont déclaré que la communauté et les dirigeants chypriotes turcs étaient totalement étrangers aux plasticages. Dans un message qui m'a été adressé par le Dr N. Manyera (S/7337), l'action du gouvernement était qualifiée de forme de châtiments collectifs et de menace d'attaques généralisées en vue d'imposer une solution unilatérale à la communauté turque.

103. La situation dans le reste de l'île est variable. En vertu des arrangements conclus en vue du démantèlement des fortifications de Famagouste (S/7001, par. 56), les Chypriotes turcs qui résident dans l'enceinte de la vieille ville ne sont plus soumis à des fouilles lorsqu'ils en sortent ou lorsqu'ils y rentrent, bien que les voies d'accès soient contrôlées en trois points par la police chypriote 24 heures sur 24. Dans les secteurs de Limassol et de Paphos, c'est essentiellement la police qui vérifie l'identité des Chypriotes turcs à des postes de contrôle volants. Ces contrôles sont encore à l'origine de plaintes faisant état de fouilles excessives et d'interrogatoires prolongés dans des bureaux de police voisins. La police civile de la Force (UNCIVPOL) s'efforce partout où elle le peut d'assister aux contrôles et sa présence a généralement entraîné une réduction du nombre des plaintes.

104. Un arrangement raisonnablement satisfaisant relatif à la traversée d'une zone chypriote turque est celui qui concerne le passage des Chypriotes grecs dans l'enclave de Limnitis (S/6426, par. 114). Ce ne sont pas les Chypriotes turcs qui fouillent les véhicules qui traversent l'enclave, mais l'UNCIVPOL, qui en arrête de

temps en temps pour s'assurer que les dispositions de l'accord qui concernent les uniformes, les armes, etc., sont respectées. Les voyageurs chypriotes grecs se sont néanmoins plaints à plusieurs reprises de l'attitude provocante d'éléments chypriotes turcs armés. Certaines plaintes, après enquête, se sont révélées mal fondées. Parfois cependant, la provocation était imputable à une initiative particulière et non à une politique générale.

105. D'un autre côté, les Chypriotes grecs désirant se rendre de Nicosie à Kyrenia par la voie la plus courte, c'est-à-dire en traversant la plus grande enclave chypriote turque, doivent toujours utiliser les convois de la Force. A l'approche de l'été, on s'attend à une forte augmentation du nombre de véhicules nécessitant la protection d'un convoi. Le dimanche 22 mai, par exemple, environ 250 véhicules faisaient partie du convoi de l'après-midi entre Kyrenia et Nicosie, ce qui a nécessité le fractionnement du convoi en plusieurs rames.

106. Dans un certain nombre de cas, la Force a facilité les déplacements de Chypriotes turcs se rendant à Kokkina ou ailleurs, ou en revenant, en obtenant l'autorisation préalable du gouvernement. Elle a également prêté son concours dans des enquêtes au sujet de Chypriotes grecs internés dans les quartiers chypriotes turcs.

107. Malheureusement, l'espoir, que j'avais exprimé dans mon dernier rapport, d'une atténuation des mesures ayant pour effet de restreindre la liberté de mouvement de la population (S/7191, par. 93 et 94) ne s'est pas matérialisé. En fait, les mesures en question ont été intensifiées, en particulier dans les dernières semaines. Les plasticages aveugles qui ont continué pendant la période sur laquelle porte le présent rapport (voir par. 83 à 87 ci-dessus) ont fortement contribué à rendre le gouvernement plus sensible à la nécessité d'assurer la sécurité et à durcir en conséquence l'attitude des dirigeants chypriotes turcs. A cet égard, je lance un appel sincère aux hommes des deux camps conscients de leurs responsabilités pour qu'ils conservent leur calme et ne permettent pas que ces actes de terrorisme - dont les auteurs espèrent sans doute accroître la tension et ranimer les sentiments d'animosité entre Chypriotes grecs et turcs - entravent le progrès vers la réconciliation ou détruisent ce qui a été accompli jusqu'ici grâce à la présence des Nations Unies dans l'île.

108. On peut encore, je crois, prendre de nouvelles mesures pour élargir les possibilités actuelles de déplacement de la population d'un côté à l'autre des lignes de démarcation, sans dommage pour la sécurité ou pour la conclusion d'un règlement politique final. La mise en oeuvre d'une politique impliquant une attitude moins stricte des dirigeants chypriotes turcs pour ce qui est de l'accès des Chypriotes grecs aux enclaves et du déplacement des Chypriotes turcs en dehors de celles-ci, et, de la part du gouvernement, le souci d'éviter des mesures excessives aux postes de contrôle de police ne manqueraient pas d'avoir des effets heureux sur la situation dans l'île. La Force est disposée à prêter toute l'assistance possible en vue de l'exécution de toute mesure visant à assurer une plus grande liberté de mouvement à la population civile.

C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale

Introduction

109. Dans le domaine économique, les cinq premiers mois de 1966 ont permis de consolider les progrès réalisés en 1965, année au cours de laquelle l'économie a entièrement reconquis le terrain perdu l'année précédente à la suite des troubles. Les données provisoires indiquent que grâce à d'excellentes récoltes et à des prix favorables, le produit national brut (PNB) a même dépassé en 1965 le niveau atteint en 1963. Malgré l'accroissement du déficit commercial, la situation de la balance des paiements s'est consolidée. Les "exportations invisibles" ont plus que compensé le déficit commercial grâce aux dépenses militaires étrangères à Chypre, en particulier celles des bases sous souveraineté britannique, aux envois de fonds de Chypriotes établis outre-mer et à une modeste reprise du tourisme. Malgré l'accroissement des liquidités, les salaires et les prix sont restés assez stables. D'autre part, les investissements ont augmenté, notamment dans le secteur de la construction. La situation économique générale en 1966 continue à se présenter sous un jour favorable, bien que les récoltes semblent devoir revenir au niveau normal en raison des précipitations insuffisantes durant la saison d'hiver. Dans le domaine potentiellement important du tourisme, l'avenir semble plus prometteur étant donné le retour à des conditions plus normales de sécurité et grâce aussi à une campagne publicitaire entreprise par le gouvernement : le nombre des touristes qui se sont rendus dans l'île au cours du premier trimestre de 1966 a augmenté d'environ 50 p. 100 par rapport à la période correspondante de 1965. /...

110. Les enclaves chypriotes turques n'ont guère ou pas de part à cette expansion économique, situation compensée quelque peu par les bonnes récoltes de 1965 et par la reprise des subventions versées par l'Etat aux producteurs de céréales et aux viticulteurs. Le chômage à Chypre se concentre surtout dans les enclaves chypriotes turques où se trouvent encore environ 20 000 personnes déplacées et à peu près deux fois autant de personnes ayant besoin d'aide dans des proportions variables. Le commerce et la situation de l'emploi dans les secteurs public et privé ont beaucoup souffert de l'isolement relatif où se trouve l'économie dans son ensemble, et l'activité économique dans les enclaves chypriotes turques a été alimentée surtout par les envois de secours et l'assistance financière en provenance de la Turquie.

Restrictions économiques et acheminement des approvisionnements

111. Le gouvernement n'a pas assoupli sa politique consistant à imposer des restrictions à l'importation, dans les secteurs sous contrôle des Chypriotes turcs, de matériel pouvant être utilisé pour améliorer la capacité combattante des éléments armés. La liste officielle des articles interdits compte toujours 31 postes. La plupart de ces articles sont pourtant destinés surtout à des fins civiles, comme les matériaux de construction et les pièces de rechange pour automobiles. En outre, d'autres articles qui ne figurent pas sur les listes officielles mais qui rentrent dans des catégories analogues sont souvent saisis aux postes de contrôle de la police chypriote, ce qui donne lieu à des réclamations. Dans bien des cas, les marchandises saisies sont débloquées grâce aux bons offices de la Force.

112. Jusqu'à présent le gouvernement n'a pris aucune mesure au sujet des besoins estimatifs en matériaux de construction figurant sur la liste que les dirigeants chypriotes turcs lui ont présentée en octobre 1965 (S/7001, par. 125 et S/7191, par. 99). La Force a fait savoir à maintes reprises qu'elle était disposée à veiller à la distribution et à l'utilisation à des fins civiles des matériaux de construction qui pourraient être détournés à des fins militaires. La possibilité d'un adoucissement des restrictions sur les matériaux de construction destinés aux réparations des habitations privées et des établissements publics a été récemment soulevée une fois de plus par mon représentant spécial au cours d'entretiens avec le Président et le Ministre des affaires étrangères, lesquels

ont accepté d'examiner à nouveau la question. Il s'agit là, à mon avis, d'un des points qui pourraient faire l'objet de conversations directes entre les représentants des deux camps.

113. Dans certains cas, l'importation d'articles interdits dans les secteurs sous contrôle des Chypriotes turcs a été autorisée sous réserve que la Force en contrôle l'utilisation, mais ces dérogations n'ont intéressé jusqu'ici que l'agriculture et les besoins d'utilité publique. C'est ainsi que le gouvernement a donné l'autorisation d'acheminer 150 sacs de ciment pour réparer une station de pompage sur la rivière Limnitis, à condition que la Force assure la garde de cette marchandise et veille à sa bonne utilisation, et qu'un fonctionnaire du Service des eaux puisse faire l'inspection du travail une fois terminé. Les dirigeants chypriotes turcs ont accédé à cette demande, et les sacs de ciment ont été livrés le 26 avril 1966 au camp de l'ONU à Limnitis. En ce qui concerne Temblos, dont les puits devraient être renforcés à l'aide de ciment, le gouvernement a accepté de débloquer la quantité requise de ciment à des conditions analogues. Toutefois, les dirigeants chypriotes turcs n'ont pas voulu autoriser un inspecteur du Service des eaux à procéder à l'inspection finale. En conséquence, les travaux de réparation n'ont pu commencer et le village dépend toujours, pour son approvisionnement en eau, de fournitures quotidiennes de 600 gallons assurées par la Force.

114. L'acheminement des approvisionnements qui ne figurent pas sur la liste d'articles interdits continue de faire l'objet d'inspections de la part de la police chypriote. Chaque fois qu'il l'a pu, le personnel de la Force a surveillé les formalités d'inspection. Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'opérations de pure forme, bien que des inspections minutieuses de véhicules et de récipients donnent souvent lieu à des plaintes.

Industrie

115. La Force a continué de s'intéresser vivement à la remise en marche des usines qui sont arrêtées depuis les troubles. Toutefois, des efforts incessants déployés depuis deux ans dans ce sens n'ont encore permis d'accomplir aucun progrès, même partiel.

116. Le Président de la Chambre de commerce de Chypre a proposé une solution d'ensemble du problème, permettant la réouverture de toutes les usines dans les deux camps (3/7191); toutefois, les dirigeants chypriotes turcs ont déclaré ne

pouvoir l'accepter que si le gouvernement levait les restrictions économiques imposées aux enclaves chypriotes turques. Rien n'indiquant que le gouvernement fût disposé à faire cette concession, les dirigeants ont proposé une formule en deux temps. Il s'agissait surtout, comme entrée en matières, de faire refunctionaliser dans des conditions normales un four-à-chaux et une carrière de pierre, propriétés de Chypriotes grecs, situés près de Boghaz et, en contrepartie, un four-à-chaux situé à Ambelikou, une usine de rechapage de pneus et une usine de laine d'acier, propriétés de Chypriotes turcs.

117. Toutefois, le gouvernement n'acceptait de renoncer à la solution d'ensemble que si la première étape comprenait aussi une ferme coopérative située près de Boghaz et appartenant à des Chypriotes grecs. Les dirigeants chypriotes turcs ont rejeté cette condition. Comme dans le cas du four-à-chaux et de la carrière de pierre appartenant à des Grecs chypriotes, dont le fonctionnement supposerait la présence d'un nombre limité de travailleurs chypriotes grecs, la remise en activité de l'exploitation agricole dépend apparemment de l'admission de Chypriotes grecs dans une zone limitrophe de l'enclave.

Agriculture

118. La situation dans l'agriculture reste dans l'ensemble satisfaisante. Toutefois, en raison des conditions atmosphériques pendant les mois d'hiver, les récoltes sont très inférieures à celles de 1965 et, dans certaines régions, l'épuisement des nappes d'eaux souterraines ont provoqué des difficultés et forcé de prendre des mesures telles que la réduction des superficies cultivées et restrictions à l'irrigation.

119. D'une façon générale, la période considérée a été consacrée aux récoltes. Les récoltes d'agrumes, de tabac et de pommes de terre ont été vendues sans difficulté. Pour ce qui est des céréales, les représentants du mouvement coopératif chypriote turc ont manifesté, en mars, le désir de normaliser davantage les méthodes de rassemblement des graines et d'améliorer les termes de l'accord conclu en 1965 avec l'aide de la Force. Selon cet accord, la Commission des céréales s'était engagée à acheter les récoltes des cultivateurs chypriotes turcs à des prix subventionnés, sous réserve de la liquidation des obligations des sociétés coopératives chypriotes turques non réglées depuis la récolte de 1963 (S/7001, par. 133 à 136). Ces dettes ont été réglées en 1965. En particulier,

les Chypriotes turcs désirent que leurs sociétés coopératives soient à nouveau admises comme agents agréés et rémunérés de la Commission des céréales, sur le même pied que les sociétés chypriotes grecques. La Commission des céréales a déclaré qu'elle est disposée à appliquer pleinement l'accord conclu l'année dernière mais, comme elle a l'intention de ne plus rémunérer les sociétés coopératives opérant comme ses agents, elle n'envisage pas de désigner comme agents des coopératives chypriotes turques.

120. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont débloqué des quantités de gasoil, de lubrifiants et de pièces de rechange suffisantes pour permettre aux cultivateurs chypriotes turcs d'utiliser leurs machines agricoles, bien que l'on se soit plaint parfois que des lenteurs administratives aient entravé la livraison de ces articles en temps voulu. Dans l'enclave chypriote turque au nord de Nicosie, les cultivateurs continuent à éprouver des difficultés pour se procurer des huiles lourdes pour diesel et des lubrifiants pour leurs tracteurs non immatriculés; ces tracteurs ne peuvent être immatriculés gratuitement qu'après avoir été inspectés dans les villages par des fonctionnaires de l'Etat, formalité à laquelle les dirigeants chypriotes turcs refusent de se soumettre (S/7001, par. 132).

121. Pour la première fois, les Chypriotes turcs ont été en mesure, dans toute l'île, de faire vacciner leur bétail en utilisant leurs propres véhicules, sans escorte ou surveillance de la Force. Le gouvernement a fourni gratuitement les vaccins nécessaires. La Force a poursuivi avec un certain succès ses efforts tendant à empêcher que les terres dont les propriétaires sont absents soient cultivées irrégulièrement, en préconisant des accords de bail entre membres des deux communautés. Des patrouilles de surveillance, plutôt que des escortes, continuent à être envoyées, sur demande, pour protéger les travaux de labourage et de récolte dans les zones névralgiques. Pendant la récolte en cours des observateurs ont été mis à la disposition de cultivateurs des deux communautés, presque quotidiennement.

D. Mesures d'aide aux réfugiés et aux autres personnes en détresse

Problème de la réinstallation des réfugiés

122. Deux ans et demi après le début des troubles, il reste dans l'île quelque 20 000 Chypriotes turcs réfugiés et personnes déplacées qui vivent dans des camps et dans des villages chypriotes turcs surpeuplés. Mis à part quelques mouvements

d'individus et de groupes restreints, leur nombre n'a pas sensiblement varié. Dans le plus grand des camps de réfugiés, à Hamid Mandres, près de Nicosie, il n'y a plus de réfugiés qui vivent sous la tente (3/7191, par. 109). Dans d'autres régions, notamment à Kokkina, à Polis, à Paphos, à Lefka et à Louroujina, les conditions de vie des réfugiés et des personnes déplacées, telles qu'elles ont été décrites dans mon dernier rapport (3/7191, par. 109 à 114), n'ont pas beaucoup changé. Les conditions de vie à Kokkina continuent d'exiger, de temps à autre, des évacuations d'urgence pour raisons médicales.

123. Les dirigeants chypriotes turcs continuent de demander instamment, par l'intermédiaire de la Force d'urgence des Nations Unies à Chypre, que soit levée, pour le logement des réfugiés, l'interdiction des livraisons de matériaux de construction posée par le gouvernement. En revanche, le gouvernement désapprouve toujours l'installation permanente de Chypriotes turcs déplacés là où ils vivent actuellement et il les invite à regagner leur ancien foyer, en leur offrant l'assistance financière nécessaire. Au cours de la période considérée, le gouvernement a achevé les travaux de réparation et d'amélioration effectués sur 36 maisons du village mixte de Fotamia et dont le coût est élevé à 4 500 livres chypriotes. Certaines familles chypriotes turques ont profité de l'offre du gouvernement et ont occupé cinq de ces maisons. Malgré cette réaction peu favorable, le gouvernement a indiqué qu'il était décidé à poursuivre son programme tendant à encourager les Chypriotes turcs déplacés à quitter les enclaves et à regagner leur ancien foyer. Comme il est dit dans les rapports précédents, les dirigeants chypriotes turcs s'opposent à ce programme parce que, à leur avis, il tend à rétablir des conditions dangereuses pour la sécurité des Chypriotes turcs intéressés.

Secours du Croissant-Rouge

124. Indépendamment des problèmes du logement des Chypriotes turcs déplacés, il y a le problème plus vaste de l'assistance à ces personnes et à un grand nombre d'autres Chypriotes turcs qui sont dans la détresse. La plupart d'entre eux ne subsistent que grâce aux livraisons de secours de la Société du Croissant-Rouge de Turquie.

125. La onzième livraison du Croissant-Rouge est arrivée à Famagouste le 23 mai. Le poids total de la cargaison, la plus importante qui ait été envoyée à Chypre, s'élevait à 1 497 tonnes.

126. Plus des deux tiers de cette cargaison consistaient en produits alimentaires (riz, haricots, pois, lentilles, margarine, bulgur et lait en poudre), le reste étant des médicaments, des vêtements pour les enfants, des couvertures, du matériel de tente, des lainages, de la toile et d'autres tissus, ainsi que des sous-vêtements de laine et de coton. Le gouvernement a approuvé l'importation de ces articles en franchise.

127. Le gouvernement a accepté l'importation de certains autres articles, notamment de vêtements et de sous-vêtements pour adultes, sous réserve du paiement des droits de douane normaux, mais il a refusé l'importation d'imperméables et de vestes imperméables pour homme. Le gouvernement avait fait savoir à l'avance à l'ambassade de Turquie à Chypre quels étaient les articles qui seraient soumis au paiement des droits de douane normaux et ceux dont l'importation était interdite, en sorte que la Société du Croissant-Rouge n'a pas inclus lesdits articles dans la cargaison qui est arrivée à Chypre.

128. Il n'y a eu de difficultés que pour 205 tonnes de poisson. La Turquie avait d'abord indiqué qu'elle expédierait du poisson congelé et le gouvernement avait accepté l'importation de ce poisson en franchise. Cependant, lorsque le poisson est arrivé, il est apparu qu'il s'agissait de poisson en boîte et non de poisson congelé. Le gouvernement a décidé de prélever les droits de douane normaux de 12 p. 100, afin de protéger son marché intérieur de cette denrée. La Société du Croissant-Rouge a refusé de payer les droits de douane et le bateau est reparti pour la Turquie avec sa cargaison.

129. Comme par le passé, la Force d'urgence des Nations Unies à Chypre a prêté ses bons offices et son concours lors du déchargement du bateau de secours et du transport des marchandises depuis l'entrepôt central du Croissant-Rouge à Famagouste jusqu'aux centres de distribution dans toute l'île, conformément à un programme établi par les dirigeants chypriotes turcs.

130. La Force d'urgence des Nations Unies à Chypre s'est également acquittée de la plupart des tâches dont se chargeait autrefois le Comité international de la Croix-Rouge pour les expéditions de secours du Croissant-Rouge.

E. Normalisation des services publics

Introduction

131. Comme on peut facilement se l'imaginer, l'existence d'enclaves chypriotes turques autour desquelles des hommes armés s'affrontent a eu des répercussions graves sur l'administration publique. Dans certains services publics indispensables à la vie et indépendants du contexte politique, tels que l'approvisionnement en électricité et en eau, les effets ont été minimes et tous les intéressés sont naturellement désireux de faire en sorte que ces services continuent à fonctionner sans interruption.

132. D'autres services publics qui ne peuvent être intégrés sans que l'on parvienne à certains arrangements politiques et qui peuvent être organisés séparément sont assurés séparément par le gouvernement et par les dirigeants chypriotes turcs dans les zones placées sous leur contrôle respectif.

133. Il existe cependant une troisième catégorie : les services publics importants mais non indispensables qui, par leur nature, ne peuvent être divisés et qui sont de ce fait à peu près paralysés depuis les événements de décembre 1963. La Force des Nations Unies s'est attachée principalement à rétablir des conditions normales dans le fonctionnement de ces services publics.

Services postaux

134. Dans mon dernier rapport, j'ai indiqué que la normalisation des services postaux était l'un des problèmes qui me paraissaient mûrs pour un règlement (S/7191, par. 148) et pendant la période considérée la Force a déployé de grands efforts dans ce sens. En avril elle a mis au point un nouveau projet de dispositions en vue d'un arrangement, qui a été soumis pour examen au gouvernement et aux dirigeants chypriotes turcs.

135. L'arrangement envisagé comportait de nouvelles formules sur les points qui avaient empêché qu'un accord n'intervienne jusqu'ici (S/6426, par. 157 et 158). En avril, les Chypriotes turcs ont informé la Force que la majeure partie du projet de dispositions était acceptable tout en suggérant quelques modifications qui devaient être soumises à un nouvel examen. Ce n'est que le 26 mai que le gouvernement a fait parvenir ses observations : il a informé la Force qu'il n'était pas disposé à examiner la question pour l'instant en raison de l'explosion d'une

bombe qui avait eu lieu quelques jours auparavant au bureau de poste central de Nicosie, explosion que l'on attribuait à l'action des terroristes chypriotes turcs. Les Chypriotes turcs ont rejeté catégoriquement l'accusation en niant toute responsabilité dans l'explosion de la bombe et ils ont déclaré que le gouvernement ne faisait qu'évoquer un prétexte de plus pour les priver de services postaux normaux.

Cadastre

136. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier rapport (S/7191, par. 148), j'espérais également à l'époque pouvoir signaler des progrès substantiels vers le règlement des divergences de vues qui subsistaient et qui empêchaient l'accord de se faire sur l'utilisation, par le Service du cadastre du district de Nicosie, des registres du cadastre qui se trouvent dans le quartier turc de Nicosie. Cependant en dépit des efforts énergiques déployés par les officiers de la Force, l'entente n'a pu encore se faire et les intérêts des Chypriotes grecs comme des Chypriotes turcs qui souhaitent acheter, vendre ou hypothéquer des biens immobiliers continuent à être gravement lésés du fait de cette situation.

137. En mars, la Force a soumis au gouvernement et aux dirigeants chypriotes turcs un projet de dispositions en vue d'un arrangement tendant à normaliser les opérations d'enregistrement des terres dont il est question dans mon dernier rapport (S/7191, par. 132). Conformément aux négociations menées antérieurement sur la question, ce projet prévoyait le transfert méthodique de tous les registres du cadastre, qui se trouvent dans le quartier turc, dans des locaux occupés par la Force et situés près de la "ligne verte" ainsi que le déménagement du Service du cadastre du district dans ces locaux, où l'on emploierait une équipe mixte de fonctionnaires chypriotes grecs et de fonctionnaires chypriotes turcs. Une fois transférés, les registres seraient conservés dans ces locaux et sous la garde des Nations Unies. On devait également microfilmer les registres du cadastre et remettre un exemplaire microfilmé aux dirigeants chypriotes turcs en cas de retrait de la Force de Chypre avant que l'on ne parvienne à une solution permanente au sujet des registres du cadastre. On envisageait également d'installer dans le quartier turc un bureau secondaire officiel qui serait ouvert deux jours par semaine et où les Chypriotes turcs pourraient présenter, au sujet de transactions foncières, des demandes et des déclarations qui seraient ensuite acheminées au nouveau Service du cadastre du district pour qu'il y soit donné suite conformément à la procédure normale.

138. En mars et en avril, la Force des Nations Unies a examiné ce projet avec les deux parties. Le gouvernement n'a pas accepté que l'on confie à la Force des Nations Unies la garde des registres et a soutenu qu'en sa qualité de propriétaire légitime il devait être libre de prendre les mesures qu'il jugerait appropriées pour en assurer la protection. Le gouvernement a consenti toutefois à ce que l'on ouvre un bureau secondaire dans le quartier turc à condition que le Directeur du cadastre ou son représentant y ait accès. De leur côté, les dirigeants chypriotes turcs ont demandé que le bureau secondaire fonctionne à plein temps. En ce qui concerne la question de la garde par la Force des Nations Unies, ils ont signalé qu'ils s'étaient déclarés prêts à parvenir à une entente, à la condition que la Force des Nations Unies soit responsable des registres et, en cas de retrait de la Force de Chypre, les transporte à nouveau au quartier turc, du moins ceux des registres qui ont trait à des biens fonciers appartenant à des Chypriotes turcs. Toutefois si le gouvernement souhaitait conserver les registres, les dirigeants chypriotes turcs étaient disposés à lui remettre ceux qui concernaient des villages et des quartiers de villes habités principalement par des Chypriotes grecs, à condition que l'on permette que les registres concernant les villages et les quartiers habités par des Chypriotes turcs restent là où ils se trouvaient : lorsque l'on aurait besoin d'un registre particulier, celui-ci pourrait être transporté au nouveau Service du cadastre du district pour l'enregistrement de transactions bien précises, et retourné ensuite.

139. Le gouvernement n'a pu accepter cette suggestion parce qu'elle impliquait la reconnaissance des revendications des Chypriotes turcs relatives à la séparation des communautés, et aucun progrès n'a pu être réalisé vers une solution de ce problème pendant la majeure partie du mois de mai. Vers la fin du mois, le gouvernement a soumis à la Force un projet de dispositions amendé selon lequel les registres fonciers concernant les villages et les quartiers qui, en 1963, avaient des autorités locales composées exclusivement de Chypriotes turcs demeureraient dans des locaux proches de la "ligne verte" et sous la garde des Nations Unies jusqu'à ce qu'ils soient microfilmés. Des exemplaires des microfilms seraient remis au gouvernement et aux dirigeants chypriotes turcs. Le gouvernement a consenti en outre à ce qu'on ouvre dans le quartier turc un bureau secondaire qui fonctionnerait à plein temps, à condition que le Directeur ou son représentant puisse y avoir accès.

140. Au moment de la rédaction du présent rapport, les dirigeants chypriotes turcs examinaient le projet du gouvernement. J'espère sincèrement que l'on parviendra dans un proche avenir à un accord sur ce service purement technique et je suis convaincu que cela pourra se faire si les deux parties songent aux avantages qu'un tel accord présentera pour les Chypriotes grecs comme pour les Chypriotes turcs.

141. Enfin je tiens à mentionner qu'au cours de ces longues négociations, le gouvernement s'est abstenu de promulguer le projet de loi relatif à l'établissement de nouveaux registres du cadastre (S/7191, par. 128). Par ailleurs les dirigeants chypriotes turcs ont, pour la première fois en deux ans, accepté de se départir temporairement des registres du cadastre, sous la garantie de la Force en vue de l'enregistrement de près de cinquante transactions urgentes intéressant des Chypriotes grecs, par des fonctionnaires du Service du cadastre du district, dans des locaux occupés par les Nations Unies. Cependant c'est là une pratique qui prend beaucoup de temps et qui ne saurait permettre de combler le retard important qui continue à s'accroître.

Versements de prestations de sécurité sociale

142. Ainsi que je l'ai signalé dans mon dernier rapport (S/7191, par. 118 à 120), le gouvernement s'était déclaré disposé à examiner favorablement la reprise du service des pensions, sans inspections, aux bénéficiaires chypriotes turcs âgés ou infirmes, sous réserve que leurs droits aient été établis avant les troubles de décembre 1963 et que les ayants droit se présentent en personne aux services administratifs compétents. Au cours de la période examinée, il a été décidé que tous les bénéficiaires en question du district de Nicosie se rendraient au Ministère du travail et des assurances sociales pour présenter leurs demandes si les droits des intéressés étaient reconnus, les pensions de veuve et les prestations de vieillesse seraient versées avec effet rétroactif au 1er mars 1966, aux taux en vigueur, qui sont supérieurs de 50 p. 100 à ceux de 1963. Un système semblable pourrait être appliqué dans les autres districts. Au 1er juin, 130 ayants droit s'étaient présentés au Ministère et 120 demandes avaient été approuvées. Les dix demandes restantes sont encore en cours d'examen. La Force est satisfaite que des progrès certains soient accomplis dans ce domaine.

143. Un certain nombre d'autres questions dans le domaine de la sécurité sociale ne sont toujours pas résolues. Il s'agit notamment du paiement aux ayants droit des arriérés pour la période allant de décembre 1963 à février 1966, du paiement des prestations aux Chypriotes turcs dont les droits sont postérieurs à décembre 1963, des visites d'inspecteurs de l'administration aux domiciles de ces demandeurs, de la reprise du versement des cotisations de tous les employés et employeurs chypriotes turcs dans les enclaves chypriotes turques, du remplacement des anciennes cartes de sécurité sociale, qui a déjà commencé avec l'aide de la Force des Nations Unies, et de la remise aux pouvoirs publics des sommes correspondant à la vente de timbres de sécurité sociale dans les enclaves.

Actes de naissance

144. Un exemple des complications que la méfiance provoque jusque dans des questions techniques mineures et relativement simples est donné par l'impasse où se trouve le déménagement des registres chypriotes grecs de l'état civil du secteur turc de Nicosie. Les Chypriotes turcs demandent des actes de naissance en blanc et ils ont proposé en échange de rendre certains des registres chypriotes grecs qu'ils détiennent; ils sont également disposés à rendre compte aux autorités du district de Nicosie des droits qu'ils ont perçus sur les actes de naissance qu'ils ont délivrés dans le passé à des Chypriotes turcs. Le Bureau d'état civil du district s'est lui-même déclaré prêt à fournir des actes en blanc, au fur et à mesure des besoins, mais à condition que tous les registres grecs de l'état civil pour Nicosie et sa banlieue soient d'abord rendus. Cependant, les dirigeants chypriotes turcs soutiennent qu'ils ne peuvent se fier à ces promesses qui supposent un degré de confiance mutuelle qui n'existe pas encore. Jusqu'à présent, les propositions de la Force des Nations Unies en vue d'un accord satisfaisant pour les deux parties n'ont pas été couronnées de succès.

Services publics

145. Comme auparavant, toutes les zones et tous les quartiers urbains continuent à être approvisionnés régulièrement en eau et en électricité (S/7001, par. 171 à 175); le système suivant lequel les dirigeants chypriotes turcs ont suspendu le versement des redevances qu'ils perçoivent auprès des consommateurs, redevances qui sont créditées à un compte spécial "gelé", n'a pas été modifié.

146. Les pluies de l'hiver dernier ayant été inférieures à la normale, on s'attend à des pénuries d'eau s'élevant à environ 10 p. 100 de la consommation

normale au cours des mois secs de l'été, et le public a été incité à coopérer aux mesures de conservation. Les dirigeants chypriotes turcs ont assuré la Force de leur bonne volonté dans ce domaine.

Problèmes relatifs aux recettes publiques

147. J'ai signalé dans mes rapports précédents les réclamations et contre-réclamations que font valoir le gouvernement et l'Evkaf, la fondation religieuse chypriote turque. En février, l'Evkaf a contesté l'opinion du gouvernement selon laquelle leurs obligations mutuelles impayées laissaient un solde en faveur du gouvernement. L'Evkaf demandait en particulier 60 000 livres chypriotes en ce qui concerne les redevances perçues par le gouvernement à Larnaca au titre de l'approvisionnement en eau assuré par le réseau Bekir Pasha (S/7191, par. 126), dont la gestion, selon elle, aurait été confiée illégalement à l'administration.

148. Dans une communication du 21 avril 1966, le gouvernement a répondu de manière assez détaillée à la façon dont l'Evkaf présentait les comptes. Il rejetait les réclamations relatives à des contributions de l'Etat qui avaient été volontaires, et les réclamations relatives aux loyers de locaux situés dans les enclaves chypriotes turques. Il fixait les sommes dues par l'Evkaf à l'Etat à 23 111 livres chypriotes au 28 février 1966. En ce qui concerne le réseau d'approvisionnement en eau de Bekir Pasha, le gouvernement soulignait que le contrat de concession avait imposé à l'Evkaf d'administrer le système sans en retirer de profit pour elle-même, et que dans ces conditions l'Evkaf n'était pas fondée à réclamer des redevances, sans avoir engagé de dépenses administratives correspondantes. Enfin, le gouvernement a proposé à l'Evkaf, si elle continuait à contester la position de l'Etat, de porter l'affaire en justice.

149. L'essentiel de la communication du gouvernement a été transmise à l'Evkaf pour examen.

Paiement de loyers aux propriétaires chypriotes turcs d'immeubles occupés par la Force des Nations Unies

150. Dans mon dernier rapport, j'ai mentionné la procédure qui avait été fixée pour le paiement par le gouvernement des loyers des immeubles chypriotes turcs occupés par la Force (S/7191, par. 123). Au cours de la période examinée, les enquêtes portant sur quelques immeubles ont été terminées et les paiements pourront commencer dès que les propriétaires auront fait la preuve de leur qualité. On

s'attend à ce que des paiements supplémentaires puissent bientôt être effectués pour d'autres cas.

F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice

151. Jusqu'au 3 juin, la situation en ce qui concerne les tribunaux judiciaires est demeurée telle que je l'ai exposée dans mes précédents rapports au Conseil de sécurité. Les juges des deux communautés ont continué de se rendre régulièrement aux tribunaux pour rendre la justice et se sont acquittés de leurs fonctions sans ingérence aucune, encore que, dans les affaires civiles, leur activité ait été presque entièrement limitée aux différends entre Chypriotes grecs. Les Chypriotes turcs qui vivent dans les enclaves répugnent toujours à s'adresser aux tribunaux et ne se présentent pas aux audiences. Il semble que, dans les enclaves chypriotes turques, il y ait eu des cas de procédure judiciaires spéciales en dehors du cadre ordinaire des tribunaux de la république.

152. Au début de 1964, les magistrats chypriotes turcs avaient repris leurs fonctions dans les tribunaux judiciaires et, avec le concours de la Force, des arrangements pratiques avaient été arrêtés pour garantir l'entière liberté de déplacement de tous les magistrats de la république sur tout le territoire de l'île. La loi de 1964 sur l'administration de la justice (Dispositions diverses) portait création d'une Cour suprême de la justice par la fusion de l'ancienne Cour suprême constitutionnelle et de la Haute Cour de justice. La nouvelle Cour suprême se composait des trois juges chypriotes grecs et des deux juges chypriotes turcs des deux anciennes cours et l'un des juges chypriotes turcs a été appelé à en assumer la présidence. Le gouvernement considérait cette loi comme une mesure temporaire rendue nécessaire par la situation anormale que connaissait le pays et qui empêchait l'administration de la justice conformément à l'ancienne procédure fondée sur des considérations tenant à la division de l'île en communautés.

153. Selon les Chypriotes turcs, la nouvelle loi avait été promulguée en violation de la Constitution de 1960. Dans une lettre en date du 28 septembre 1964, adressée au Président Makarios, le Vice-Président Kuchuk a lancé un appel aux autorités chypriotes grecques pour qu'elles abrogent ladite loi et rétablissent, dans un délai raisonnable, un système judiciaire conforme aux dispositions pertinentes de la Constitution. Le Vice-Président disait que si une réponse favorable n'était

pas donnée à cet appel, les magistrats chypriotes turcs se trouveraient dans une situation impossible étant appelés à rendre la justice au mépris flagrant des garanties judiciaires que la Constitution donnait à la communauté turque et contrairement aux principes mêmes de la justice et de la légalité et, de surcroît, en violation du serment solennel de fidélité à la Constitution qu'ils avaient prêté lors de leur nomination (3/6102, par. 101 à 104).

154. Le 3 juin, les dirigeants chypriotes turcs ont signalé que la veille, la police chypriote qui assurait depuis trois jours le blocus du quartier turc de Nicosie avait empêché des magistrats chypriotes turcs de se rendre à leur cabinet et qu'un juge du tribunal de district de Nicosie, qui se trouvait déjà dans l'enceinte de ce tribunal, avait reçu l'ordre de retourner dans le quartier turc dans des conditions humiliantes. Cela étant, les dirigeants chypriotes turcs considéraient que le délai mentionné dans l'appel lancé par le Vice-Président le 28 septembre 1964 avait pris fin et que tous les magistrats chypriotes turcs devraient être libres, s'ils le souhaitaient, de cesser de se rendre aux tribunaux. Depuis cette date, sur tout le territoire de l'île, les magistrats chypriotes turcs se sont abstenus de se rendre à leur cabinet.

155. Dans les précédents rapports que j'ai présentés au Conseil sur l'opération de la Force, j'avais noté avec satisfaction que les magistrats chypriotes turcs continuaient à travailler en parfaite harmonie avec leurs collègues chypriotes grecs et qu'ils étaient libres de se déplacer, sans ingérence aucune, dans tout le territoire de l'île. Je déplore donc tout particulièrement cette évolution de la situation et je veux espérer que la décision des magistrats chypriotes turcs de se désister de leurs fonctions est purement temporaire et qu'il leur sera possible de reprendre leurs travaux dans un avenir prochain.

IV. BONS OFFICES DU REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL A CHYPRE

156. Conformément à mes instructions du 2 mars 1966, élargissant le champ de son activité tant à Chypre qu'en dehors de l'île (S/7180), mon représentant spécial, M. C. A. Bernardes, a engagé le 7 mars des consultations avec le Président et le Vice-Président. Au cours de ces consultations, tous deux lui ont donné l'assurance qu'il pouvait compter sur leur entier concours dans l'exercice de ses nouvelles attributions.

157. Le Président a mis en garde contre l'ouverture de pourparlers directs entre le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs avant que des sondages préalables n'aient établi que les vues des deux parties étaient proches. A son avis, si de tels pourparlers devaient avoir lieu, ils devraient se dérouler hors du cadre du Comité de liaison politique et ils ne devraient être engagés que s'il existait de réelles chances de succès : ces pourparlers seraient dénués de toute valeur et pourraient même être néfastes s'ils ne servaient qu'à mettre en relief les divergences et s'il était impossible de trouver un terrain d'entente.

158. Le Vice-Président s'est déclaré favorable à la discussion des problèmes techniques par l'intermédiaire du Comité politique de liaison et des questions politiques plus générales au cours d'entretiens directs organisés dans le cadre de la Constitution de 1960.

159. Aucun progrès n'a pu être réalisé à cet égard pendant les mois de mars et d'avril, période pendant laquelle le gouvernement se préoccupait essentiellement des discussions relatives à la question de la structure du commandement de la garde nationale. En mai, à son retour de ses visites à Ankara et à Athènes, M. Bernardes a eu de nouveaux entretiens avec le Président et le Vice-Président et, par la suite, il leur a suggéré un certain nombre de questions qui, à son avis, pouvaient faire l'objet de discussions analogues à celles qui avaient eu lieu dans le passé, sur d'autres questions, entre des représentants désignés par le gouvernement et par les dirigeants chypriotes turcs, au cours de réunions tenues dans des locaux de la Force en présence de fonctionnaires des Nations Unies. Parmi ces questions figuraient les suivantes : arrangements relatifs aux cadastres (voir par. 136 à 141 ci-dessus), services postaux (par. 134 et 135), réparation de la route de Kyrenia (par. 62 et 63), facilités pour permettre aux Chypriotes turcs de la région de Kyrenia de se baigner (par. 97), libre passage pour les Chypriotes grecs à travers

les villages chypriotes turcs de Knodhara (par. 52 à 54) et Kokkina (par. 67), autorisation de se procurer des matériaux de construction pour des réparations à effectuer par les Chypriotes turcs sous le contrôle de la Force (par. 112).

160. Au début de juin, toutefois, le Ministre des affaires étrangères a fait savoir à mon représentant spécial qu'en raison des explosions de bombes qui s'étaient produites dans la partie de Nicosie contrôlée par le gouvernement et dans d'autres régions de l'île, incidents dont le gouvernement tenait les Chypriotes turcs responsables, il serait difficile pour le moment d'entamer des discussions au sujet de l'une quelconque des questions suggérées.

161. En dehors de Chypre, M. Bernardes a procédé, dans les premiers jours du mois de mai, à des consultations, dans le cadre de ses nouvelles attributions, avec les Premiers Ministres et les Ministres des affaires étrangères de Turquie et de Grèce. Les deux gouvernements lui ont promis leur entier concours dans l'accomplissement de ses nouvelles tâches et ont exprimé leur résolution de rechercher une solution au problème de Chypre par des moyens exclusivement pacifiques. Tous deux ont fait l'éloge de la Force qui avait réussi à rétablir et à maintenir une situation de paix à Chypre. Lorsque mon représentant spécial leur a dit qu'en raison des problèmes que pose le financement de la Force, il pourrait être nécessaire soit de retirer celle-ci, soit de modifier son mandat, les deux gouvernements ont vivement insisté pour que la Force soit maintenue telle quelle, à moins qu'une amélioration radicale ne se produise dans la situation à Chypre.

162. Le Gouvernement turc a fait part à mon représentant spécial des sérieuses préoccupations que lui causaient les restrictions actuellement imposées aux Chypriotes turcs et il a demandé instamment qu'un certain nombre de mesures soient prises en vue d'améliorer le sort de ces derniers.

163. Tant le Gouvernement turc que le Gouvernement grec ont exprimé de l'intérêt à l'égard d'entretiens bilatéraux sur la question de Chypre et sur celle des relations gréco-turques dans leur ensemble et, peu après le retour à Chypre de M. Bernardes, ils ont publié des communiqués annonçant une première prise de contact sur la question, à un échelon supérieur, le 9 juin à Bruxelles.

164. Au cours des prochains mois, M. Bernardes continuera à mettre ses bons offices à la disposition du Gouvernement de Chypre et des dirigeants chypriotes turcs, ainsi qu'à celle du Gouvernement grec et du Gouvernement turc, en vue de favoriser et de faciliter toutes négociations susceptibles de contribuer à la solution de problèmes locaux ou à celle de l'ensemble de la question de Chypre.

V. L'EFFORT DE MEDIATION

165. Dans mon dernier rapport (S/7191, par. 136-138), j'ai informé le Conseil que les efforts que j'avais faits en vue d'une reprise de l'action de médiation, à la suite de la démission de M. Galo Plaza de ses fonctions de Médiateur pour Chypre, étaient restés sans résultat, la principale raison en étant que les trois gouvernements les plus directement intéressés avaient sur la question des opinions très divergentes et bien arrêtées. J'indiquais également au Conseil que j'avais estimé qu'il était de mon devoir de prendre toute autre mesure possible et raisonnable qui pourrait offrir quelque espoir de fournir un moyen de résoudre l'un quelconque des points ou des problèmes litigieux de Chypre et qu'en conséquence, après avoir consulté officieusement les parties directement intéressées et les en avoir informées d'avance, j'avais donné pour instruction à mon représentant spécial à Chypre, M. C. A. Bernardes, d'élargir le champ de son activité.

166. La situation en ce qui concerne une reprise de l'action de médiation est restée inchangée depuis mon dernier rapport.

VI. ASPECTS FINANCIERS

167. Selon mes dernières estimations, les frais de fonctionnement de la Force mis à la charge de l'ONU et les montants estimatifs dont les gouvernements qui fournissent des contingents ont demandé ou demanderont le remboursement à l'ONU au titre des dépenses supplémentaires qu'ils ont faites s'élèvent au total à 49 800 000 dollars pour la période allant du 27 mars 1964, date de création de la Force, au 26 juin 1966. Cette estimation ne tient pas compte des frais qu'occasionnerait le rapatriement définitif des contingents ni des dépenses de liquidation qu'il faudrait engager si la Force était retirée.

168. Le montant total des contributions volontaires annoncées par 38 Etats Membres et par quatre Etats non membres pour la même période s'élève à 46 681 000 dollars au 10 juin 1966.

169. Il s'ensuit donc que, s'il n'y a pas de nouvelles annonces de contributions, le montant nécessaire pour assurer le paiement intégral de tous les frais de fonctionnement et le remboursement des créances dépassera, le 26 juin 1966, d'environ 3 119 000 dollars le montant des contributions volontaires annoncées au titre de participation aux dépenses de la Force.

170. Si le Conseil de sécurité décide de prolonger à nouveau de six mois, du 27 juin au 26 décembre 1966, la période pendant laquelle la Force doit être stationnée à Chypre, les dépenses supplémentaires encourues par l'Organisation, y compris un montant de 610 000 dollars représentant les frais de rapatriement définitif des contingents et les dépenses de liquidation sont estimées, sur la base des engagements de remboursement actuels, à 10 240 000 dollars environ; cette somme se répartit comme suit :

Coût estimatif de la Force des Nations Unies à Chypre, par grandes catégories de dépenses pour la période allant du 27 juin 1966 au 26 décembre 1966

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

I. Frais de fonctionnement à la charge de l'ONU

A.	Mouvement des contingents	1 020
B.	Dépenses opérationnelles	1 100
C.	Location des locaux	150
D.	Rations	550
E.	Personnel civil, traitements, frais de voyage, etc. ...	560
F.	Divers et imprévus	110

Total, première partie 3 490

/...

II. Remboursement des dépenses supplémentaires faites par les gouvernements qui fournissent des contingents

A. Solde et indemnités	5 800
B. Matériel appartenant aux contingents	850
C. Indemnités en cas de décès ou d'invalidité	<u>100</u>
Total, deuxième partie	<u>6 750</u>

Total général, première et deuxième parties 10 240

171. Il convient de souligner que les estimations ci-dessus ne correspondent pas au coût total de la Force des Nations Unies à Chypre pour les Etats Membres et les Etats non membres, étant donné qu'elles ne comprennent pas les dépenses supplémentaires que les Etats Membres qui fournissent des contingents à la Force ont accepté de prendre à leur charge et dont ils ne demanderont par le remboursement à l'ONU. Les montants estimatifs de ces dépenses supplémentaires que certains des gouvernements qui fournissent des contingents ou des unités de police sont prêts à prendre à leur charge pour la période de six mois allant du 27 juin au 26 décembre 1966, si le mandat de la Force est prorogé et si les gouvernements intéressés acceptent de poursuivre leur participation jusqu'à cette dernière date, s'établissent comme suit : Australie, 145 000 dollars; Canada, 1 183 792 dollars; Danemark, 129 000 dollars; Nouvelle-Zélande, 30 240 dollars; Royaume-Uni, 1 000 000 dollars et Suède, 294 000 dollars. Des autres gouvernements qui fournissent des contingents ou des unités de police, à savoir, l'Autriche, la Finlande et l'Irlande, il se peut que certains prennent également à leur charge certaines dépenses de la Force, mais ils n'ont pas encore fait connaître au Secrétaire général à combien ils estimaient les dépenses en question.

VII. OBSERVATIONS

172. Les conditions qui existent aujourd'hui à Chypre et la situation de la Force dans l'île tendent fortement à souligner que le maintien de la paix est un moyen et non une fin. Le maintien de la paix, lorsqu'il est efficace comme il l'a indubitablement été à Chypre, peut créer une atmosphère de calme et donner du temps pour établir la paix et résoudre les différends qui donnent lieu au conflit. Ce n'est toutefois, et ce ne peut être, qu'un premier pas vers un règlement pacifique. Nous devons nous rendre à l'évidence et reconnaître franchement que la situation à Chypre n'a pas encore dépassé ce premier stade. En fait, il devient apparent que, pour faire évoluer la situation vers une solution d'une manière efficace, il pourrait être nécessaire d'entreprendre des efforts au niveau le plus élevé afin de résoudre ce problème qui n'a que beaucoup trop duré et qui continue de menacer la paix et la stabilité de la région de la Méditerranée orientale.

173. Je dois une fois encore faire savoir, et je le fais avec de plus en plus de regret, qu'il ne s'est rien produit au cours des trois derniers mois qui modifie sensiblement les vues et recommandations énoncées dans mon dernier rapport (S/7191). S'il y a eu quelques améliorations, comme l'indique le présent rapport, un certain nombre d'événements survenus au cours des trois derniers mois ne peuvent être considérés que comme des symptômes d'une détérioration inquiétante des relations de base entre le gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs. Au lieu de diminuer, l'affrontement armé se fait plus intense, comme il ressort de l'augmentation des coups de feu, dont beaucoup constituent des violations délibérées du cessez-le-feu, et de l'apparition de nouvelles zones d'affrontement. Il existe aussi une tendance croissante à l'établissement de nouvelles positions fortifiées qui ont un effet de provocation, qui sont maintenues avec acharnement, qui ne sont neutralisées qu'après des négociations prolongées et qui ont exigé plus souvent que par le passé la présence sur les lieux de troupes des Nations Unies plus nombreuses.

174. Sur le plan civil, la plupart des efforts de la Force des Nations Unies pour rétablir une situation normale sont mis en échec par le fait que les deux parties continuent d'avoir tendance à demeurer sur leurs positions et à poser des conditions de plus en plus nombreuses, accroissant ainsi les ramifications de problèmes qui pourraient être résolus si on les maintenait dans des limites plus étroites. Cette

tendance, si l'on tient compte des avantages qu'un retour complet à une situation normale présenterait pour les membres des deux communautés, donne à penser que les habitants de Chypre, grecs comme turcs, sont les otages des positions intran-sigeantes prises en leur nom. Ils sont victimes de l'absence d'une volonté résolue de trouver un rapprochement mutuel des vues et des positions qui est essentiel à un règlement pacifique.

175. Au cours des trois derniers mois, une série d'attentats à la bombe, que le gouvernement impute pour la plupart aux Chypriotes turcs alors que ces derniers déclinent toute responsabilité, fait que le gouvernement n'est pas disposé à discuter un certain nombre de questions importantes. Ces attentats terroristes - quels qu'en soient les responsables - sont des actes totalement irréfléchis qui menacent d'accroître la tension, de réveiller d'anciennes suspicions et de compromettre d'une manière générale les efforts tentés pour rétablir une situation normale. Ils risquent s'ils se poursuivent de détruire le cadre fragile de calme et de stabilité que la Force a réussi à établir à Chypre. En raison de ces événements inquiétants, j'adresse l'appel le plus pressant aux dirigeants responsables des deux communautés pour qu'ils fassent tout en leur pouvoir pour empêcher les actes de terrorisme irréfléchis et surtout pour empêcher, lorsque de tels actes se produisent, qu'ils provoquent un recul dans le processus de réconciliation ou servent de prétexte pour défaire ce qui a déjà été fait, en collaboration avec la Force, vers le rétablissement d'une situation normale. Il est dans l'intérêt de toutes les personnes responsables de mettre en échec les troubles et les reculs qui sont manifestement le but des terroristes.

176. A cet égard, je considère comme particulièrement décourageants les événements récents à la suite desquels des juges chypriotes turcs ont refusé, pour la première fois depuis 1964, de siéger dans les tribunaux de la République. J'adresse un appel au gouvernement et aux dirigeants chypriotes turcs pour qu'ils fassent en sorte que les tribunaux recommencent à fonctionner normalement. Avec un minimum de bonne volonté de part et d'autre, on doit pouvoir y arriver facilement, sans préjudice de la position de l'une ou l'autre partie et dans l'intérêt de l'avenir de Chypre.

177. Il faudrait en particulier ne négliger aucun effort pour empêcher que les attentats terroristes provoquent des restrictions inutiles à la liberté de

déplacement ou qu'ils retardent ou empêchent le rétablissement de certains services, tels les services postaux, dont nombre d'habitants de Chypre sont déjà privés depuis trop longtemps.

178. Je crois devoir une fois de plus renouveler mon appel aux dirigeants responsables de Chypre pour qu'ils fassent un effort résolu afin de répondre positivement aux aspirations de l'ensemble des habitants de Chypre qui souhaitent impatiemment le rétablissement intégral d'une situation normale. Dans les passages du présent rapport qui traitent des consultations et des bons offices de mon Représentant spécial, j'ai souligné les efforts qu'il déploie pour régler certaines questions qui pourraient recevoir une solution concertée qui serait bénéfique pour la population de Chypre tout entière. J'espère que, malgré la réticence que le gouvernement manifeste actuellement en ces matières, il sera bientôt possible d'organiser des entretiens, sous une forme ou sous une autre, en présence de la Force, entre des représentants du gouvernement et des Chypriotes turcs, au sujet de certaines questions dont mon Représentant spécial a dit qu'elles seraient mûres pour un règlement.

179. Je prends note avec un grand intérêt des conversations qui ont lieu actuellement entre le Gouvernement grec et le Gouvernement turc et j'exprime l'espoir qu'elles aideront à avancer dans la voie d'une solution du problème de Chypre.

180. L'appui financier nécessaire à la Force reste incertain et insuffisant, ce qui n'est pas favorable à une bonne planification ni à une gestion efficace et économique. Il ne me reste donc qu'à réitérer la ferme conclusion que j'ai déjà formulée dans mes rapports précédents sur l'opération des Nations Unies à Chypre, à savoir que la méthode des contributions volontaires n'est dans le meilleur des cas qu'un moyen inadéquat, non équitable et incertain de financement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies. Compte tenu de l'expérience acquise à Chypre, la méthode des contributions volontaires ne doit pas être considérée comme un moyen de financement possible d'une nouvelle opération de maintien de la paix des Nations Unies, s'il fallait en entreprendre une un jour. Etant donné notamment que la question de la Force des Nations Unies à Chypre a fait l'objet au Conseil de sécurité de nombreux votes favorables, tous pris à l'unanimité, on aurait pu espérer que le nombre des Etats qui verseraient une contribution volontaire pour soutenir l'opération serait beaucoup plus élevé qu'il n'a été.

181. Dans les conditions qui existent actuellement à Chypre et qui sont décrites dans le présent rapport, il est certain que le maintien de la Force des Nations Unies est indispensable pour éviter un retour désastreux à la violence et au conflit. La situation actuelle ne permet pas non plus d'apporter aux effectifs de la Force une réduction supérieure à celle d'environ 350 hommes prévue pour les mois à venir. Je recommande donc le maintien de la Force des Nations Unies à Chypre pour une nouvelle période de six mois, ce qui, dans les circonstances actuelles, est une prévision raisonnée et permettra une organisation plus rationnelle et plus économique qu'une prévision de plus courte durée. Si, au cours de cette période de six mois, la situation évoluait de manière si favorable qu'elle permette un retrait ou une réduction importante de la Force, les mesures nécessaires pourraient être prises et le Conseil serait, bien entendu, pleinement informé.

